POliorcétique & ruines futur[e]s

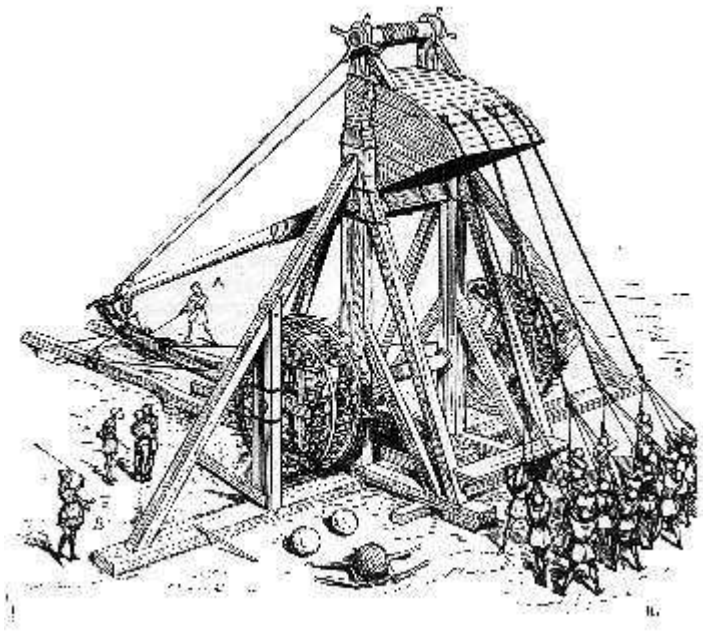
n°0 - été 2006

Désormais, il ne s'agit plus de savoir si tel ou tel théorème est vrai mais s'il est bien ou mal sonnant, agréable à la police ou nuisible au capital. La recherche désintéressée fait place au pugilat payé, l'investigation consciencieuse à la mauvaise conscience, aux misérables subterfuges de l'apologétique

★

Karl Marx

Poliorcétique
& ruines futures



Dans ville, il y a vie
Slogan des magasins Monoprix

De la *polis* des Grecs à 2006, la ville est demeurée indissociable du politique.

Peu suspect de sympathies révolutionnaires, l'historien Fernand Braudel la décrivit ainsi comme « un espace de domination ».

C'est un fait indéniable : architecture et « monumentalisme » sont le pré carré du Prince, de Jules II avec la basilique Saint-Pierre de Rome à François Mitterand avec la pyramide du Louvre en passant par Louis XVI avec le château de Versailles.

En est-il de même pour l'urbanisme, qu'à la suite de Pierre Merlin, nous définirons comme une praxis, une suite d'interventions volontaires sur l'organisation de l'espace urbain ?

Sans aucun doute. L'urbanisme et, plus généralement, la volonté d'aménager la ville en tout ou partie, voire la créer *ex nihilo*, a toujours été corrélé avec l'exercice du pouvoir. Construit entre les monts Palatin et Capitolin, entouré de bâtiments symbolisant la République, le forum est ainsi devenu le point cardinal de l'antique cité romaine, lieu de consécration pour les puissants, de délibération pour les citoyens devenus sujets sous l'Empire et de transactions pour les commerçants.

Des réseaux viaires favorisant le développement du commerce à la construction du Palais de justice de Paris avec ses cariatides néo-classiques au cœur de la ville, rien n'est dû au hasard : l'organisation spatiale est le reflet du pouvoir politique.

Qu'il s'agisse des révolutions de 1789, 1830 ou 1848, c'est à Paris que l'Etat, non pas « réalité de l'idée morale » comme le soutient de façon erronée et idéaliste Hegel, mais comme l'écrit Engels, « pouvoir, né de la société (…) qui se place au-dessus d'elle et lui devient de plus en plus étranger », a été ébranlé.

Philippe Panerai écrit dans *Formes urbaines de l'îlot à la barre* : « Napoléon III et Haussmann sont les représentants de la bourgeoisie montante (…) au profit de qui Paris se modernise. Les architectes font partie de la classe au pouvoir (…) ; leurs objectifs, leurs modèles culturels se confondent avec ceux de leurs clients ».

Chacun sait qu'Adolphe Thiers et les Versaillais ont écrasé la Commune, aidés par les restructurations urbaines menées sous l'égide du baron Haussmann. Par delà la polémologie et le sang versé, leur victoire devait également être célébrée au travers de la monumentalité.

Ainsi, **le 5 mars 1873, l'archevêque Mr Gilbert, approuvant le projet d'Alexandre Legentil et Hubert Rohault de Fleury, demandera au ministre des cultes qu'un temple « élevé pour rappeler la protection divine sur la France et particulièrement sur la Capitale, soit placé dans un lieu qui domine Paris et puisse être vu de tous les points de la cité ».**

C'est dans la ville également que furent massacrés les spartakistes, boucherie faisant suite à celle de 14-18 et dont Rosa Luxembourg a tracé le cours implacable dans *L'ordre règne à Berlin*.

On ne saurait que trop conseiller aux apprentis révolutionnaires la lecture de *Technique du coup d'état* de Curzio Malaparte, de même qu'on lira avec profit *De la compacité. Architectures et régimes totalitaires* de Miguel Abensour et *Metromarxism. A Marxist Tale of the City* d'Andrew Merrifield.

Les bibliothèques regorgent de traités sibyllins sur la ville ; nul besoin d'en faire une recension exhaustive et fastidieuse.

Des auteurs de droite sont connus[1], tel David Watkin, qui dans *Morale et architecture aux XIXe et XXe siècles*, récuse avec force la pertinence heuristique du Zeitgeist hégélien[2] qualifié d'historicisme ou encore Albert Speer, « architecte du chaos » selon le cinéaste suédois Peter Cohen.

Pour le sens commun, quelques spécialistes résistent à toute classification. Le Corbusier, initiateur des Congrès internationaux d'architecture moderne en 1928, promoteur de la Charte d'Athènes, et…membre du gouvernement de Vichy dix-huit mois durant, a pourtant contribué à abolir la rue et dissocier les bâtiments, créant du vide social[3].

D'autres encore n'ont qu'une audience confidentielle : exception faite de quelques érudits, bien peu peuvent s'enorgueillir de connaître l'historien communiste Anatole Kopp qui a pourtant fait connaître en France l'architecture futuriste née de la révolution d'octobre.

Enfin, quelques pionniers sont tout bonnement passés à la trappe, tel Mikhaïl Okhitovitch, théoricien du désurbanisme russe résolvant l'opposition ville/campagne vouée aux gémonies par Marx dans *L'idéologie allemande*, grâce à la construction de cités linéaires.

Et que dire de Nikolaï Milioutine, auteur de *Sotsgorod : Le problème de la construction des villes socialistes ?* : le plan masse de Stalingrad témoigne de ses innovations, il est vrai tributaires de l'ingénieur espagnol Soria Y Mata.

Le sujet est vaste, aussi n'a t-il n'a pas été possible d'éviter des choix que d'aucuns jugeront arbitraires.

On ne trouvera ici nulle mention des utopistes Thomas More ou Tommasso Campanella ni analyse sur l'habitat proprement dit : nous renvoyons le lecteur à *La question du logement* d'Engels ou à *Rénovation urbaine et changement social* d'Henri Coing, sans oublier les travaux de Maurice Halbwachs.

Ce dont nous voulons (re)commencer à parler, c'est non seulement de révolution dans la ville, mais aussi de révolution urbaine, telle qu'elle a été pensée par le philosophe Henri Lefebvre. En clair, d'une appropriation du pouvoir et du mode de vie dans la ville, de ses possibles et des restrictions imposés par la cité.

Fin 2004, des Autonomes ont publié *La fête est finie*, pamphlet sur Lille Métropole auquel a fait récemment écho *Mégalomanie urbaine : La spoliation de l'espace public* du canadien Mark-Douglas Lowes.

Il est impératif que « la rue » se réapproprie ces idées force tombées en désuétude depuis les années soixante-dix afin qu'un pôle de contre-information comme feu la revue *Place : Peuple - Espace - Pouvoir* puisse voir le jour.

Franck C., juillet 2006

PRF
urbapol@free.fr

[1] Qu'il soit clair que nous n'utilisons ce vocable que par fainéantise : droite et gauche (de l'Etat) ne sont que deux costumes d'une seule et même garde-robe : celle de la classe capitaliste. Une affaire d'ornement, purement formelle… Un leurre…

[2] Hegel considère que c'est l'esprit du temps qui met les hommes en mouvement, la rationalité étant dans l'ordre des choses.

[3] DE ROULET D. Sur les traces du Corbusier, un voyage à Vichy. *Tracés*, 2005, n° 20, octobre 2005, p. 32.

L'Age de cristal

U.S.A., film de 1976 adapté du roman de WILLIAM F. NOLAN & GEORGE CLAYTON JOHNSON

Au 23ème siècle, dans une cité recouverte d'un dôme qui l'isole de l'extérieur, l'humanité vit en complète autarcie avec pour seul loisir la consommation, qu'il s'agisse de chair ou de stupéfiants…

Néo-malthusianisme oblige, nul n'est autorisé à vivre au-delà de 30 ans…à moins d'une immolation lors de la cérémonie du Carrousel… garante supposée d'une réincarnation…

Dès la naissance, on greffe dans la paume de chaque citoyen un cristal, extension du super-ordinateur qu'on appelle le Penseur. Ce cristal change de couleur au cours de la vie, passant du jaune au rouge avant de clignoter le dernier jour.

Logan 23, membre des Limiers, un corps de miliciens qui traque et exécute les éléments récalcitrants, rencontre Jessica 6, militante d'une organisation secrète qui aide les fugitifs.

Elle lui révèle que le sacrifice du Carrousel n'est que pure perte, que **nul ne sera récompensé des efforts consentis à pérenniser la machine** et qu'il est possible de vivre à l'extérieur de la cité du Penseur.

Edito perpétuel

Ce que **PRF n'est pas** & ne sera **jamais**

Une revue citoyenne…parce que le citoyennisme est une idéologie inter-classiste qui puise ses racines dans la révolution bourgeoise de 1789 et le respect de la propriété privée inscrit en toutes lettres dans la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen*

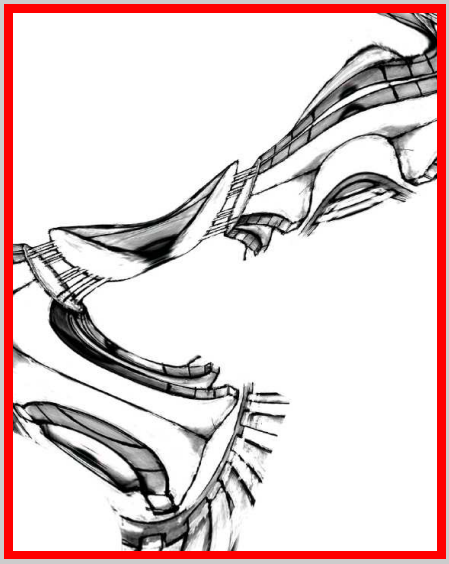
Une revue de gauche…parce que nous n'avons que faire de l'aile gauche du capitalisme et de ses satellites écolos, partisans d'une exploitation des forces productives soucieuse de l'environnement

Une revue d'extrême gauche…parce que l' « extrême-gauche » fédère des éléments de la petite-bourgeoisie intellectuelle, ramène la lutte politique aux impératifs de la morale kantienne (« aime ton prochain », « c'est pas bien »), est engluée dans le para syndicalisme et feint de peser sur le cours des choses avec des manifestations-simulacres (« République – Bastille – Nation »)

Une revue anti-libérale…parce que nous rejetons tout autant le libéralisme que le keynésianisme

Une revue sociale…parce que nous n'avons que faire des commentaires de balcon sur la redistribution des richesses (RMI et autres narcotiques sociaux) ; « seuls » les rapports sociaux de production des dites richesses nous intéresse

Une revue du « progrès »…parce que le progressisme des Lumières, de Comte et Spencer est évolutionniste et euro-techno-centré



*POUR UNE **CRITIQUE** DE LA VILLE DU CAPITAL*

STABILITE & QUADRILLAGE INVISIBLE

Franck C.

« La commission de Normalisation P 99 D créée en 1998 est chargée d'assurer le suivi français des travaux européens effectués au sein du CEN/TC 325 Prévention de la malveillance par l'urbanisme et la conception des bâtiments (…).
***Les normes doivent intégrer** le domaine d'application, les stratégies de sécurité correspondantes, les niveaux de sécurité, **l'organisation spatiale**, les applications aux éléments de construction, aux chemins et sentiers et l'éclairage en vue de la prévention (…).*
La difficulté majeure vient de ce qu'il faut parvenir à rassembler, dans cet ensemble de documents, des réflexions à caractère technique qu'il faut replacer dans leur contexte sociologique (…).
***L'expertise « de terrain » constituée par les opérateurs de l'habitat social, les architectes urbanistes, les aménageurs, etc., doit être maintenant le moteur de l'activité de normalisation** dans le domaine de la prévention de la malveillance à travers l'urbanisme et la construction. »*

Extrait du site de l'Agence française de normalisation (juillet 2006)

Soutenu par l'Etat et les édiles locaux, le Comité interprofessionnel du logement crée l'Organisation pour la suppression des courées de la métropole Nord en 1969.

En 1973, année où Robert Lion, énarque et directeur de la construction au Ministère de l'équipement, est chargé par le gouvernement de mettre en place un groupe de réflexion dit « Habitat et vie sociale », les habitants de l'Alma Gare, quartier voué à la démolition et dont le secrétaire d'Etat au logement Philippe Dechartre avait loué la passivité, créent l'Atelier populaire d'urbanisme (APU). (1)
La création de l'APU s'inscrit dans le cadre de « l'expression des possibles » fondée sur « la participation des habitants », telle que la formulaient conjointement à l'époque les leaders des mouvements sociaux et les chercheurs en sciences sociales.

Ainsi, le philosophe Henri Lefebvre, notant que la généralisation de la marchandise a entraîné une destruction de la Cité vécue selon la valeur d'usage, la valeur d'échange justifiant la dégradation du vivre social dans l'habiter, défendait-il le droit à la ville (et non le seul droit au logement). (2) (3)

Paris est fixités, siège du pouvoir (ses ambassades, ses ministères, ses couveuses à élite que sont le Collège de France ou La Sorbonne), quand la périphérie conjugue travail et mobilité.

D'un côté la centralisation du capital, du pouvoir, du savoir, de l'autre l'excentration des forces productives. Stabilité pour les uns (actionnaires, managers et rentiers), mobilité pour les autres : ouvriers, employés, techniciens.

Ligne droite pour les nantis, voie sinueuse pour les masses.

Deux temporalités différentes.

Paris, capitale du capital, ventre plein saturé par l'abondance des marchandises, est aussi compacité, rectitude, sophistication esthétique - orgueilleuses façades en pierre de taille, percées hausmanniennes, succession enivrante de vitrines -, quand la banlieue autre que « résidentielle » (dont on rappellera à dessein l'étymologie médiévale, de ban pour « mise au ban » et lieu pour « à cent lieux »), n'est qu'une succession, terrains vagues et friches industrielles, qui n'attendent plus que les opérations de « renouvellement » et de « requalification » aménagées en fonction des besoins du capital.

Jean Lojkine écrit en 1977 dans ***Le marxisme, l'Etat et la question urbaine*** : « Nous avons pu analyser (…) comment l'utilisation capitaliste de la propriété d'agglomération de l'espace, et donc de l'urbanisation, produisait deux contradictions sociales fondamentales que nous avons qualifiées de « classiques » dans la mesure où elles apparaissent dès le stade classique – pré monopoliste – du capitalisme. Il s'agit, en premier lieu, de la contradiction entre la part du capital social – pris en charge ou non par l'Etat – allouée au financement de l'agglomération des moyens de production (zone industrielle, dessertes routières ou ferrées des entreprises, eau, terrain…) et celle allouée au financement de l'agglomération des moyens de reproduction de la force de travail (logement, transport collectif, etc.). Nous avons pu voir, notamment,

comment s'opposaient les rythmes de financement public des premiers et seconds types d'agglomérations dans la France capitaliste. Deuxième contradiction inhérente (…), celle entre les deux usages du sol, lorsque l'espace à urbaniser est réservé en priorité aux « besoins » du capital pour l'agglomération de ses moyens de production. De la ville appendice de l'usine (la Company Town des Etats-Unis au XIXe siècle) à la « ZUP » cité-dortoir de Citroën ou d'Usinor, ce deuxième type de contradiction nous semble surgir de l'écrasement de la force de travail par l'usage exclusivement industriel de l'espace urbain. » (4)

Animé par Jacques Leman, des chrétiens et des militants prochinois, l'APU développe ponctuellement des contre-projets tels l'ouverture d'appartements éclatés pour personnes âgées, mais il s'agit avant tout de ne pas être exclu de la centralité, tant spatiale que décisionnelle, en s'opposant à la rénovation de l'Alma Gare, prélude à une péri urbanisation forcée.

Ses adhérents entendent ainsi freiner une dissolution des relations sociales en milieu populaire, laquelle, observe Henri Lefebvre dans *Espace et politique*, s'accompagne d'une concentration des forces liées à la propriété.

La ségrégation spatiale est au cœur de la Politique de la Ville dont Jacques Donzelot souligne deux orientations distinctes, *people* versus *place*. (5)

La première, qui prévaut outre-atlantique, fait des personnes le point de mire de l'action publique, tandis que la seconde, mise en œuvre en France sous diverses appellation, vise la promotion du territoire.

Au cours de l'été 1981, la pertinence de ce choix est mise à mal par les émeutes qui secouent les zones d'urbanisme prioritaire (ZUP) de la région Rhône-Alpes.

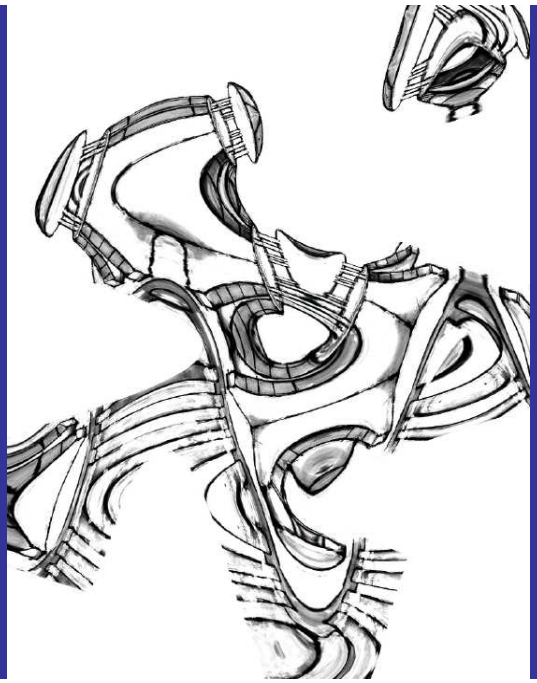
Pour le nouveau gouvernement nommé par le « socialiste » François Mitterrand, dont la campagne s'est articulée autour du leitmotiv « changer la vie », **il s'agit dès lors de prévenir toute velléité séditieuse**, aussi le Conseil des ministres met-il en place une Commission nationale pour le développement social des quartiers (DSQ) dès le 23 décembre 1981.

Parallèlement, Jacques Leman est invité à siéger au sein du groupe de travail présidé par Hubert Dubetout, maire de Grenoble dont le rapport *Ensemble, refaire la ville*, sera communiqué aux pouvoirs publics en 1983. Le pouvoir mitterrandien entend ainsi détourner à son profit les (bien maigres) acquis d'une lutte populaire.

Expérience initialement comparable à celles menées aux Etats-Unis par Saul Alinsky et les Community development corporations, l'APU devient la matrice officieuse du DSQ promu sous les ors du welfare state keynésien dans le cadre d'une Politique de la ville qui bien qu'émergente, n'est pas née *ex nihilo*, mais apparaît comme un équilibrage subtil entre ruptures et continuité.

Première rupture soulignée par Daniel Béhar de l'Institut d'urbanisme de Paris, les pionniers de la Politique de la Ville invitent les élus et préfets à quitter leurs bureaux pour rencontrer les habitants. (6)

Seconde rupture, ce dispositif transversal et contractuel associant l'Etat, la commune, le Conseil général, le Conseil régional, le Fonds d'action sociale et la Caisse d'allocations familiales, consacre la suprématie du débat public et contradictoire sur le traitement individuel et discret. Continuité enfin : nonobstant les ajustements des divers Plans de développement économique et social (VIIeme Plan, 1976-1980, VIIIeme Plan, 1981-1985, IXeme Plan, 1984-1988...), l'Etat tend à re dynamiser en permanence l'option *place*.



Le sociologue Jean-Pierre Garnier écrit : **« (...) Le spatialisme postule un rapport causal direct entre formes spatiales et pratiques sociales, ce qui permet de transmuer des problèmes propres à un certain type de société en problèmes dus à un certain type d'espace (…).** Il en découle que les solutions seront (...) spatiales, c'est-à-dire architecturales et urbanistiques : opérations « Habitat et vie sociale » sous Valéry Giscard d'Estaing, « Banlieues 89 » sous François Mitterrand, « renouvellement urbain » avec Lionel Jospin (…). » (7)

Quelques plumitifs du **quotidien bobo-démocrate *Libération*** semblent moins décérébrés que leurs pairs si l'on en croit ces quelques lignes extraites de l'édition du 8 novembre 2005 : « (…) le premier choc pétrolier et la progression du chômage frapperont en premier lieu ces quartiers, habités souvent par des salariés non-qualifiés sacrifiés sur l'autel des restructurations industrielles (…). Face à cette réalité, la politique de la Ville consistera en une série d'atermoiements (…). Dès 1977, Jacques Barrot, secrétaire d'Etat au logement du gouvernement Barre, lance un Plan banlieue avec les conventions « Habitat et vie sociale » qui financent des programmes de rénovation de HLM. Ce traitement de problèmes humains par l'urbain est manifestement très ancré dans les esprits, puisque la loi Borloo d'août 2003, dotée pourtant d'un budget de 30 milliards d'euros sur cinq ans, est totalement centrée sur la question des tours et des barres qu'il faut faire tomber à coup de bulldozer. »

Concertation et participation deviennent les nouveaux sésames d'un mode de pensée, autrement appelé « pacte républicain » : il s'agit de substituer à une logique de confrontation celle du « faire ensemble », bref « être citoyen » par-delà une appartenance de classe dont la simple évocation entraîne une levée de boucliers au nom de la lutte contre l'archéo-marxisme. (8)

Tous n'ont pas été bernés par les sirènes social-démocrates, ainsi qu'en atteste cet article extrait du journal marxiste-léniniste (pro-albanais) *La voie du socialisme* : « Sorti de l'usine (ou plutôt de l'entreprise, comme l'on dit maintenant), où il est, paraît-il, le partenaire du patron, l'ouvrier, s'il veut s'exprimer, agir, participer, bref avoir une existence sociale, devra se dépouiller de tous les attributs de sa classe, revêtir les habits neufs du citoyen petit-bourgeois et donner l'impression qu'il s'intéresse aux derniers chiffres du commerce extérieur, à la santé du franc et aux progrès de la Bourse. Tel est le sens politique du projet de la « grande démocratie moderne. »

Et les militants de *La voie du socialisme* d'ajouter : « (…) La France sociologique doit rejoindre la France politique, celle du consensus et de la cohabitation. » (9)

Au sommet de l'Etat, François Mitterrand est tout à son aise pour donner corps à la boutade de son aïeul Guy Mollet : « L'immobilisme est en marche ».

L'expression tautologique « Politique de la Ville » témoigne dès lors de la volonté de l'Etat de rompre avec la période d'agitation des années soixante-dix au profit d'**un discours pacificateur** dont Jacques Donzelot a retracé la genèse dans son *Essai sur le déclin des passions politiques*.

On lira ce livre avec les précautions d'usage sachant que l'auteur, disciple d'Alain Touraine, a collaboré avec la géographe Marie-Christine Jaillet au sein du Comité des défis majeurs de l'OTAN, lequel vise notamment la prévention des conflits de basse intensité dans les métropoles. Atlantiste notoire, adhérent du club A gauche l'Europe de Dominique Strauss-Khan, il devait notamment prononcer le 13 mai dernier une allocution au siège du Fonds régional d'art contemporain d'Ile-de-France en compagnie de Michel Marcus, directeur du Forum français de la sécurité urbaine (www.ffsu.org), sur la nécessité d'inclure une dimension sécuritaire, pompeusement appelée « nouveau paradigme », dans tout projet urbanistique.

Reste que sous la social-démocratie, rupture et revendications ont été disqualifiées au nom du consensus dans un souci de contention par le plus petit dénominateur commun : le territoire.

La préséance du territoire constitue d'ailleurs le fil directeur des multiples dispositifs ayant trait à la Ville, mais fait également florès auprès des habitants : création de l'APU du Vieux Lille en 1979, de celui de Lille Moulins et de l'association parisienne Urbanisme et démocratie en 1993, ou encore de l'Atelier populaire urbain de Montreuil-sous-Bois en 2000 et de l'Athanor d'Orléans l'année suivante. Bref, la contagion gagne les esprits « militants ». (10) (11) (12)

Architecte, urbaniste et promoteur de ce dispositif de contrôle social appelé aménagement de l'espace, Michel Cantal-Dupart, ancien gauchiste rallié aux Verts, a été artisan de « Banlieues 89 » avec l'ex mao-spontanéiste Roland Castro sous Mitterrand.

Il n'est pas sans intérêt de mentionner quelques-uns des enseignements qu'il dispense dans le cadre du Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), établissement d'enseignement supérieur sous tutelle du chef de l'Etat : *L'aménagement de l'espace urbain sensible : de la maintenance sociale au développement social urbain*, *Les politiques locales de sécurité : contrats locaux de sécurité*, *Justice et police de proximité* ou encore *La participation des habitants dans l'aménagement de l'espace urbain sensible*.

Le curriculum vitae de Thilo Firchow, également enseignant en Politique de la Ville au CNAM, est quant à lui édifiant. Diplômé de l'Ecole nationale de la magistrature et titulaire d'un DEA de droit pénal et sciences criminelles, il a été successivement juge pour enfants au Tribunal de grande instance de Rouen, juge d'instruction à Paris, sous-préfet à Marseille de 1995 à 1998, chef de cabinet du directeur général de la police nationale de juillet 1998 à août 1999, chargé de mission au Centre d'études et de prévision du ministère de l'intérieur de 1999 à 2001.

A l'adresse des sots et les naïfs qui estiment que nous forçons le trait et que la Politique de la Ville, c'est aussi « du social », rappelons que le CEDIAS-Musée social comprend dans son administration, comme membre de droit, un représentant permanent du ministère de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales (Marie-Jeanne Gaxie à l'heure où nous écrivons ces lignes).

La Politique de la Ville n'est qu'une idéologie, un ensemble de représentations qui dissimule des intérêts de classe sous couvert d'universalité et si des « jeunes de banlieue » sont montrés en exemple, c'est tout simplement qu'ils ont rejoint la classe capitaliste en créant qui sa marque de sportswear, qui un label de rap…

Marx a du reste démontré que les pensées dominantes ne sont pas autre chose que l'expression idéale des rapports matériels dominants saisis sous forme d'idées, donc l'expression des rapports qui font d'une classe la classe dominante.

Or, pour assurer cette domination, l'idéologie a besoin de s'autonomiser, devenir mystifiante. Elle se développe en dehors du réel pour vivre dans l'idéel. La mise en exergue du mieux-être des « citoyens », catégorie fictive d'individus sans relief dont tous les traits saillants ont été aplanis de façon artificielle au nom de l'unité nationale, relève précisément de ce mécanisme fallacieux.

Venant compléter ce dispositif, celui dit de Zone franche urbaine introduit par la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du Pacte de relance pour la ville est sans équivoque.

Si le site Internet www.zones-franches.org, affirme sans crainte du ridicule qu'il s'agit « d'améliorer durablement la vie des quartiers et de leurs habitants », les seuls bénéfices tangibles dont il est fait mention concernent le capital : exonération d'impôt sur les bénéfices, de la taxe professionnelle, des charges sociales, des cotisations personnelles pour les artisans et commerçants, de la taxe foncière pour les propriétés bâties, etc., etc.

Comme Sismondi l'avait pressenti et Marx l'a démontré, le système capitaliste connaît **des crises de surproduction** avec l'impossibilité découler les marchandises produites, laquelle se traduit par une sous-consommation et une baisse tendancielle des taux de profit.

Dans le cas de la ***reproduction élargie du capital***, la production devient trop importante par rapport à la consommation et le capital se trouve sous une forme abstraite, non consommé. En cherchant à élever le taux de plus-value, les capitalistes limitent la consommation.

Dans le cas de la ***reproduction simple du capital***, c'est la production qui est freinée ; la raréfaction artificielle et planifiée des biens entraîne une baisse de la consommation liée à la hausse des prix.

Cette analyse (que nous avons simplifiée à l'extrême) se doit d'être affinée à la lumière des récents travaux du **géographe marxiste américain David Harvey** qui a retracé le développement de la ville capitaliste moderne du fordisme au post-keynésianisme, soulignant l'existence d'un dispositif spatial, dit *spatial fix*, propre à chaque époque.

A partir de 1973, les problèmes de stagflation, néologisme dû à l'économiste libéral autrichien Friedrich Von Hayeck (ralentissement de la croissance, montée du chômage et flambée des prix) n'ont pu être résolus qu'en équilibrant la production d'excédents et leur absorption réelle par quatre mécanismes distincts mais non exclusifs.

La concurrence par la division spatiale *du travail* visait ainsi à augmenter le taux d'exploitation de la force du travail pour la survaleur absolue ou à développer de nouvelles technologies pour la survaleur relative, quand **la concurrence par la division *spatiale de la consommation*** a été mise en place pour capter les excédents de la circulation des revenus en favorisant la gentrification et en investissant dans des espaces de loisirs - Inner Harbor de Baltimore, docks de Londres, etc., voire des lotissements pour retraités.

Quant à **la concurrence dans les fonctions de prise de décision**, David Harvey écrit dans *L'urbanisation du capital* : « La survie de villes comme New York, Los Angeles, Londres, Paris ou Rome dépend dans une large mesure de la place que chacune occupe au sein de cette lutte internationale pour l'hégémonie culturelle et pour l'appropriation d'une partie de la circulation des revenus. » (13)

Quatrième mécanisme enfin : la concurrence pour la redistribution.

Revenons aux Zones franches urbaines, lesquelles ne répondent que partiellement à ce schéma. En effet, si elles tendent à diminuer le coût du travail pour accroître la plus-value (le surtravail non payé), elles visent simultanément à remettre en selle de nouveaux consommateurs jadis peu ou prou écartés du marché du fait de la faiblesse de leurs revenus dits de substitution (RMI et autres sédatifs sociaux).

Les exonérations fiscales tendent à faire peser sur les seules forces productives la redistribution des aides sociales issues du travail et à alléger le « fardeau » que lesdites « aides » faisaient « peser » sur l'entreprise.

C'est à ce point de notre exposé que se font généralement connaître les critiques des éléments de la petite-bourgeoisie intellectuelle qui, forts des diplômes décrochés à l'université, se refusent à admettre que celle-ci est avant tout un vecteur de l'idéologie dominante.

Ainsi en va-t-il de la sociologie urbaine.

De la logorrhée sociologiste

Si l'on en croit Emile Durkheim, figure tutélaire de la discipline, c'est en se détachant de la philosophie pour étudier la vie sociale telle un ensemble de choses que la sociologie aurait émergé en tant que science.

La sociologie serait donc une science.

Si tel est le cas, nul besoin d'être épistémologue pour dire qu'elle ne saurait être de gauche ou de droite ; une chimie, une biologie ou une physique avec cet attribut constitueraient un non sens, exception faite pour les thuriféraires de feu Lyssenko.

Mais les faits sont têtus : une recension des travaux de « sciences » humaines atteste sans ambiguïté qu'il y a des sociologues « de gauche », c'est-à-dire à gauche de l'Etat (Pierre Bourdieu, etc.) quand d'autres sont « de droite » tel l'inénarrable Michel Crozier passé du groupe Socialisme ou barbarie au Congrès pour la liberté de la culture, cheval de Troie de la CIA ainsi qu'à la Commission trilatérale chargée de mettre en place le « nouvel ordre mondial ».

Certes, les sociologues n'ont de cesse de mettre en exergue leur souci d'objectivité, lequel est insidieusement présenté comme un gage de désintéressement. Une objection cependant : à moins de considérer que les « sciences humaines et sociales » planent en quelque sorte au-dessus des intérêts des classes... sociales, les transcendent, **il faut une certaine dose d'optimisme pour croire qu'un sociologue répondant à une commande de l'Etat puisse garder *toute* latitude pour mener ses « recherches » sans subir la moindre pression des bailleurs de fonds.**

Marx écrivait déjà dans le Capital : « Désormais, il ne s'agit plus de savoir si telle ou telle théorème est vrai mai s'il est bien ou mal sonnant, agréable ou non à la police, nuisible ou non au capital. La recherche désintéressée fait place aux pugilat payé, l'investigation consciencieuse aux misérables subterfuges de l'apologétique. »

Censés éclairer le sens des choses qui se dissimule derrière l'infini amas de données, c'est-à-dire effectuer un travail de synthèse, les sociologues font très précisément le chemin inverse. Curieux jeu de miroir où partant d'une réalité sociale (comment pourrait-il en être autrement ?) dont il convient de gommer les aspérités, ils échafaudent avec une sophistication extrême les explications les plus baroques.

Hélas, il en est du baroque comme de la dentelle : c'est joli, mais plein de trous ; la fonction s'efface devant l'esthétique, la structure est noyée dans l'écœurante profusion de détails du décorum. Tous néantisent le rôle de la superstructure pour s'attacher au micro, de telle sorte que si la banlieue brûle, ce n'est nullement (ou de façon non déterminante) à cause du politique, mais en raison du syndrome de la tour et de la cage d'escalier.

Ce dont ils parlent, ce n'est pas de la banlieue, mais de l'image que l'Etat (sa presse, sa télévision, ses spécialistes autoproclamés...) en a construit : un topos synonyme de délinquance délimité par des barres HLM.

A leur décharge, il faut admettre que cette représentation a conquis, à force de conditionnement franc ou subliminal, le statut de vérité intangible.

De façon particulièrement insidieuse, elle a également été renvoyée aux banlieusards par le film *La Haine* de **Mathieu Kassovitz**, unanimement salué par la bien mal nommée « critique », quand le long métrage de Jean- François Richet *Ma 6- Té va Krack-er* était peu ou prou interdit dans les salles obscures.

Il est vrai que le premier, oeuvre d'un **cinéaste de la petite-bourgeoisie intellectuelle, nous assénait une vision manichéenne, anti-dialectique, sombre et sans perspective de la banlieue** (esthétisée en noir

et blanc), quand le second, réalisé par un lecteur assidu de Lénine, montrait des affrontements armés avec les flics, drapeau rouge brandi au son de l'Internationale.

Cependant, tous ne sont pas dupes, à en juger par ce texte extrait du site Internet http://c7h16.internetdown.org : « (…) les banlieues ont cramé et c'est tant mieux. **Parqués dans l'urbanité du capitalisme** (…) beaucoup se sont payés quelques feux de joie. **Tout semble avoir été dit sur les évènements, de l'anthropologie à la phraséologie gauchiste**, des visions de complot aux rengaines fascistes (…). Ca a été les hélicoptères sur nos têtes la nuit, le couvre feu et (…) l'armée pour finir la guerre.

Ou alors balancer du fric à toute la clique associative. Rien à foutre si Sarkozy est détesté : le prochain ministre de l'intérieur le sera aussi. Maintenant, **ils nous bassinent avec leurs sociologues, leurs plans pour civiliser la banlieue. Certains se la ramènent, à coup de dialogue, de place de citoyen (…) et (…) leur connerie de bulletin de vote (…). »**

L'idée selon laquelle la crise est inhérente, *sui generi*, aux barres et aux tours, repose sur du sable.

Comment expliquer sinon que le quartier chinois du XIIIe arrondissement de Paris, regroupant des immigrés dans des tours, n'ait pas été maintes fois la proie des flammes ?

Certes, le terme de banlieue ne s'applique pas à cette aire géographique, mais y aurait-il quelque vent mauvais qui souffle en dehors des grandes villes ou serait-ce plutôt une concentration différente de population qui rende compte de situations différentes ?

Nous l'avons dit plus haut : il y a une sociologie « de gauche » et une « de droite », et cette ligne de démarcation factice, poreuse au gré des modes, s'applique aussi à une sous-discipline, la sociologie urbaine.

Professeur à l'Ecole des hautes études en « sciences » sociales (EHESS), Michel Amiot est l'auteur d'un ouvrage sur la sociologie urbaine marxiste (ou du moins perçue comme telle) intitulé *Contre l'Etat, les sociologues. Eléments pour une histoire de la sociologie urbaine en France (1900-1980)*.

Passons sur la singularité du titre qui atteste en creux s'il en était encore besoin, que le mercenariat est de mise dans cette discipline, voire qu'il l'a été pendant quatre-vingt ans (même si la période couverte est beaucoup plus restreinte).

Un livre assez médiocre du reste pour ceux qui ont lu *Monopolville* de Manuell Castells et Francis Godard, même si on gardera à l'esprit que ce livre fut le fruit d'un contrat de recherche avec le Ministère de l'équipement destiné à renseigner la technocratie d'Etat sur la dynamique de l'urbanisation capitaliste. Par la suite, Castells conseillera le gouvernement de Felipe Gonzales puis les stratèges étasuniens sur le redéploiement des multinationales à l'ère de la « révolution » des nouvelles technologies de communication. Francis Godard sera quant à lui nommé grand manitou du Plan interdisciplinaire de recherche sur la ville (PIR-Ville) au CNRS, puis propulsé, via son ami le sociologue François Ascher, rédacteur des discours de Georges Marchais sur les « méfaits du capitalisme monopoliste d'Etat », au comité scientifique de l'Institut de la ville en mouvement fondé par Peugeot. Comme quoi le marxisme universitaire mène à tout, à condition d'en sortir.

Michel Amiot sociologise donc à l'EHESS.

Que nous en dit le Réseau Voltaire ? : « Le décret du 23 janvier 1975 crée officiellement **l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS) (…) qui va accueillir de nombreux idéologues pro-états-uniens. Dès 1977, François Furet, historien anticommuniste, en devient le président** ; il recrute ainsi son ami Pierre Rosenvallon avec qui il lancera quelques années plus tard la Fondation Saint-Simon (...). Aboutissement d'un long processus d'ingérence culturelle (…), **l'EHESS est un établissement hybride, à la fois financé par l'Etat français, le département d'Etat des Etats-Unis (bourses Fulbright), et par la Fondation franco-américaine de New York, une nouvelle couverture de la CIA créée pour l'occasion en 1976. »**

Soyons magnanimes : la distance sociale et géographique des sociologues des banlieues avec leur « objet de recherche » ne souffre aucune discussion : ils sont à mille années lumières de ce dont ils parlent.

Ceux qui ont vu le film de Pierre Carles *La sociologie est un sport de combat*, se souviennent avec délectation de cette scène pathétique, où des jeunes de Mantes La Jolie demandant à Pierre Bourdieu où ils peuvent le contacter, se voient répondre : « au Collège de France ».

Fort logiquement, la rhétorique du spatialisme compte nombre de zélotes chez les sociologues rémunérés par l'Etat pour commenter avec pédantisme et boursouflure ce qu'ils ne vivent pas.

Rideau donc sur le sociologisme urbain. **Place à l'extrême gauche (de l'Etat) qui n'a de cesse de nous amuser.**

Des révolutionnaires dans la ville

La mégalomanie des groupuscules « révolutionnaires » est en relation inverse avec la taille de leurs effectifs.

Notez cette loi scrupuleusement : elle peut vous éviter bien des désagréments.

Rendez vous compte : nous avons ici à Paris non pas un, mais deux partis communistes marxistes-léninistes maoïstes (PCMLM), soit, tout bien considéré, à peine le nombre de personnes requis pour disputer un match de foot (22 pour les camarades réfractaires au sport).

Après le retour du Grand timonier, les paris sont ouverts sur le come-back empreint de religiosité de :

- Joseph - le petit père des peuples - Staline
- Nicola - le génie des Carpates – Ceaucescu
- Kim - l'étoile polaire de l'humanité - Il Sung.

La machine à fantasmes tourne à plein *régime*.

Il faudra un jour, pour le bien public, qu'on songe à étudier les internationales de pacotille qui abondent sur le Net.

Et puis il y a les autres organisations, celles qui ont possédé ou possèdent quelque influence et pour qui la ville est sujet de réflexion.

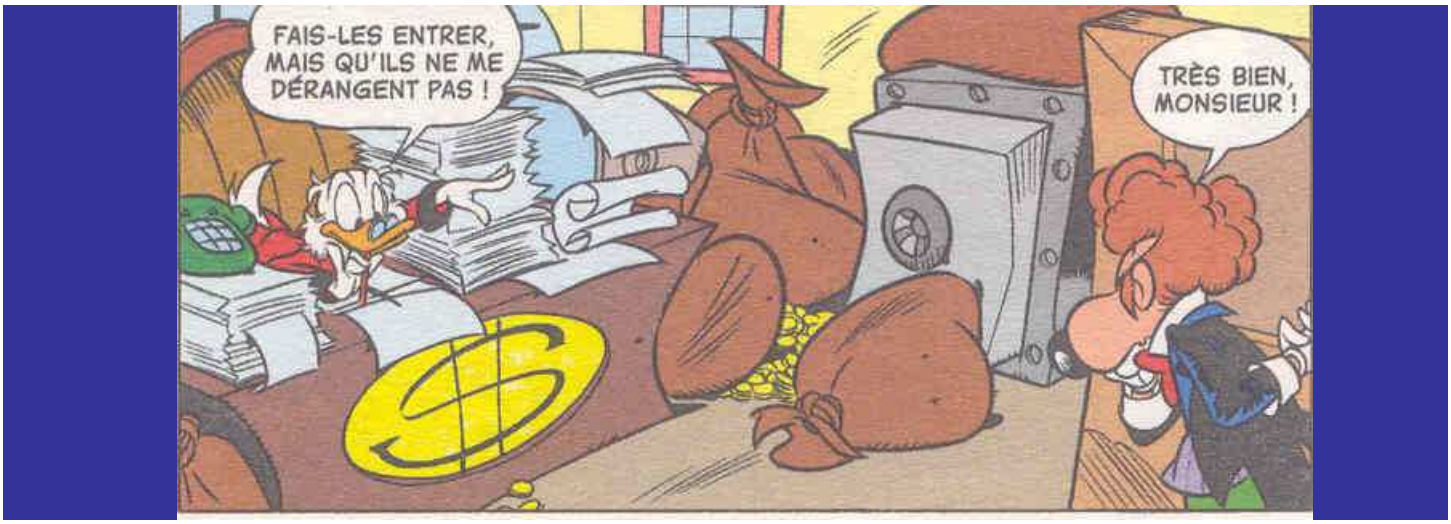
Objet de toutes les coteries parisiennes en raison de l'aura de mystère dont elle s'est parée avec une habileté communicationnelle à faire pâlir de jalousie Jacques Séguéla, l'Internationale situationniste (I.S.) ne se résume pourtant qu'à un rassemblement d'anachorètes petit-bourgeois.

Pour l'I.S., tout n'est que jeu et parodie. La ville, lieu de concentration du capital chez Marx, ne se réduit qu'à un espace ludique où la lutte de classes est néantisée : « Alors qu'aujourd'hui les villes elles-mêmes sont données comme un lamentable spectacle, un supplément aux musées, pour les touristes promenés en autocars de verre, l'U.U. (urbanisme unitaire, NDLR) envisage le milieu urbain comme *terrain d'un jeu de participation* » (c'est nous qui soulignons, NDLR) (*L'urbanisme unitaire à la fin des années 50*, publié dans *Internationale situationniste* n°3, décembre 1959).

N'en déplaise à ces « révolutionnaires », Paris n'est pas réductible à un décor, un terrain de jeu ou un Monopoly : des gens y vivent tant bien que mal.

Jean-François Martos note dans *Histoire de l'internationale situationniste* : « Quant à Constant, cet autre membre de la section hollandaise, sa dernière participation à l'activité commune fut la *Description de la zone jaune »* dont on apprend, perplexe, qu'il s'agit de « (…) la projection d'une ville suspendue situationniste, montée sur pilotis, où les *jeux d'ambiance* (c'est nous qui soulignons, NDLR), les maisons labyrinthes et les cloisons mobiles visent à *dépasser la séparation entre zones de jeux* (*idem*) et aire d'habitation. » (14)

Avec les situationnistes, il s'agit de s'amuser.



La poésie, exercice narcissique s'il en est, se substitue au militantisme.

Quoi de plus logique du reste puisque **l'Internationale situationniste s'exerce avec un soin méticuleux à déconstruire la réalité pour mieux se garder d'y intervenir.**

Commentaires de balcon et propositions loufoques sont ses deux marottes.

Dernière manifestation de l'idéalisme à la fin des années 50, ce courant dont la bourgeoisie a tant vanté les élucubrations comme étant le parangon de la sophistication intellectuelle, feignait ainsi de donner corps à ses digressions métaphysiques par le seul fait de les exprimer sur le papier. Soyons honnêtes : trois mois après la publication de ses « thèses », Constant sera mis au ban de l'Internationale situationniste et une structure pompeusement baptisée « bureau de recherches pour un urbanisme unitaire » transférée d'Amsterdam à Bruxelles où elle sera dirigée par Attlia Kotànyi.

Certes **l'IS n'a pas dit pas que des sottises criardes ; elle a aussi aligné les lieux-communs** : « (…) la crise de l'urbanisme est une crise concrètement sociale et politique (…). »

Chacun appréciera la haute volée de cette analyse.

Plus cocasse, enfin, ce propos édifiant de Raoul Vaneigem dans *Commentaires contre l'urbanisme* : « (…) l'urbanisme suffira à maintenir l'ordre établi sans recourir à l'indélicatesse des mitrailleuses (...). Si les nazis avaient connu les urbanistes contemporains, ils auraient transformé les camps de concentration en HLM. » (15)

Les trois semaines d'émeutes qui ont secoué les banlieues en octobre 2005 – hélas spontanées et fort peu militarisées (alors qu'on ne compte plus les émissions télé sur le trafic d'armes dans les cités) –, infligent un démenti sans appel à cette assertion aux accents prophétiques.

Non, monsieur Vaneigem, **même parqués, des individus ne sont pas chosifiés, pas plus aujourd'hui du reste qu'il ne l'ont été à Watts en 1965 et à Los Angeles en 1992.**

Répétez lentement : dia-lec-tique.

Watts, ghetto de droite, 1965

Clichy, ghetto de gauche, 2005

40 ans de résistance sans et contre la gauche dans les métropoles impérialistes

Si la maison du maître brûlait, le nègre domestique combattait le feu avec plus d'énergie que n'en mettait le maître lui-même. Et si vous veniez trouver le nègre domestique pour lui dire : « Echappons-nous, quittons cette maison », le nègre domestique vous regardait et répondait : « Vous êtes fou mon vieux, qu'est-ce que ça veut dire, quitter cette maison ? Connaissez-vous une meilleure maison que celle-ci ? Où serais-je mieux vêtu qu'ici ? Où serais-je mieux nourri qu'ici ? » Voilà ce qu'était le nègre domestique.

MALCOM X

Et **que dire de l' « extrême-gauche » autoproclamée (celle-là même qui appellera à voter PS en 2007), si extrême que dès le premier pavé lancé, elle a chié dans son froc**, avec une mention spéciale pour les organisations soit-disant marxistes (même si la LCR a remisé faucille et marteau au placard depuis belle lurette) auxquelles ils convient de rafraîchir la mémoire avec cette citation de Lénine extraite de *La guerre des partisans* : « Le marxiste se tient sur le terrain de la lutte de classes, et non de la paix sociale.

Dans certaines périodes de crises aiguës, économiques et politiques, la lutte de classes aboutit dans son développement à une véritable guerre civile, c'est-à-dire à une lute armée entre deux parties de la population. En de telles périodes, **le marxiste a l'obligation de se placer du point de vue de la guerre civile. Toute condamnation morale de celle-ci est absolument inadmissible du point de vue du marxisme. »**

Certes, le contrôle de l'espace n'est pas chose nouvelle. James C. Scott de l'université de Yale avait ainsi démontré dans *Seeing Like A State. How Certain Schemes to Improve Human Condition Have Failed*, que si les cités labyrinthiques du Moyen Age et leurs rues populeuses ont été replacées par des avenues rectilignes, que les terrains irréguliers ont été aplanis et réduits de façon homogène, hiérarchisée et géométrique, c'est que **« l'enrégimentation » visuelle des espaces permet de mieux cerner leur valeur marchande**.

A ce titre, nous invitons les lecteurs non hypnotisés par la vulgate « citoyenne » à prêter une attention particulière aux Systèmes d'information géographique (ArcInfo, ArcView, Geomap, etc.), déclinaison techno Big Brother du panopticon de Jeremy Bentham qui ont connu un certain essor sous le règne de feu Mitterrand.

Répertorier une population sert donc à mieux l'administrer, c'est-à-dire la ponctionner financièrement et la mobiliser pour les besoins du capital, qu'il s'agisse de ses moyens de production (ateliers, entreprises), de son armée ou de sa police.

Ce qui est nouveau, par contre, c'est le consensus de l' « extrême gauche » à considérer aujourd'hui l'espace comme un donné et non un construit, à le dé-historiciser, le naturaliser en le vidant de sa substance politique, c'est-à-dire opérer un retour à Hegel pour qui les murs étaient neutres.

On lira à ce propos le numéro 13 de la revue *Contre-Temps* consacré aux « cités en crise ». Piloté par des sociologues réformistes, il résume les positions actuelle de la LCR et de l'élite « citoyenniste » issue de l'immigration. Une perle parmi d'autres : « La question du logement telle que la posait Engels en 1872, reste ouverte plus de cent trente ans près. Le capitalisme est-il capable de la résoudre ? » C'est ce qu'on appelle n'avoir rien compris ! Il est vrai que pour la LCR, la question sociale ne peut plus avoir de réponse en dehors des urnes…

Gloser sur le « mal-vivre des cités » sans analyser la fonction qu'elles occupent dans la reproduction des forces productives et du capital, c'est quitter le terrain de la lutte de classes pour valider l'option *place* du Pouvoir.

Ce discours n'est pas en soi surprenant dans la mesure où l'extrême gauche a en grande partie assimilé la rhétorique de l'exclusion, terme qui appelle à titre correctif l'inclusion (RMI, etc.).

C'est ainsi que les auxiliaires des gardiens de la paix (du capital) en civil tels que les travailleurs sociaux, les « grands frères » et autres « médiateurs » des cités sont perçus comme des alliés potentiels, *a fortiori* quand ils sont « issus de l'immigration » et donc forcément « victimes » eu égard au taux de mélanine de leur épiderme : à croire que les « camarades » n'ont jamais entendu parler des harkis. (16)

2007 : Castro et le Mouvement de l'utopie concrète

Une vieille figure du gauchisme suranné s'est de nouveau signalé à notre mépris au mois de mai 2006 : Roland Castro, architecte urbaniste et candidat à l'investiture suprême de la république selon l'expression consacrée.

La biographie de cet individu sur lequel des camarades de la revue bordiguiste *Théorie communiste* n'ont pas hésité à cracher à Montreuil-sous-Bois laisse sans voix (et parfois donc sans salive).

En octobre 1968, il siège au sein du noyau fondateur de Vive le communisme avec des dissidents de l'Union des jeunesses communistes marxistes-léninistes animée par le philosophe Louis Althusser.

Ce groupuscule « maoïste » n'hésitera pas à soutenir le trotskyste Alain Krivive à l'élection présidentielle de 1969 - preuve s'il en était de son inconséquence politique - avant de se rebaptiser Vive la révolution.

Côté en cour, Castro lance par la suite Banlieues 89, l'un des plus cuisant échecs du mitterrandisme.

En 1996, il n'hésite pas à déclarer dans la revue *Techniques et Architecture* à propos du département des Hauts-de-Seine : **« Mon but est de fabriquer un (…) plan haussmannien** (…). » (17)

Six ans plus tard, il franchit le Rubicon de la connerie en créant le Mouvement de l'utopie concrète (MUC).

Passons sur le contresens que constitue le nom de cette structure dirigée par un architecte qui entend refaire la ville…

Le site Internet de cette organisation fantôme est proprement désopilant. Outre l'éternelle litanie « citoyenne », on peut y lire quatre-vingt neuf propositions (tout un symbole !) au nombre desquelles les n°14 et 70, *Plan Gandhi pour le monde : la non-violence stratégique ciment des rapports nord-sud* (nord-sud uniquement, NDLR) et *Pas d'angélisme : maintien de la dissuasion nucléaire* !

La paix, oui, mais avec la bombe !

En ce qui concerne l'espace urbain, le MUC préconise « la beauté de la ville et l'égalité devant le logement comme cadre de fraternité », « un droit à l'urbanité et un service public du bâtiment et de la ville », etc., etc.

Une mention spéciale pour le point n° 32, qui appelle à en finir avec l'apartheid urbain en résorbant définitivement l'habitat indigne ou insalubre en…cinq ans (soit très exactement la durée d'un mandat présidentiel).

Rappelons que ni la loi « Debré » n° 64-1229 du 14 décembre 1964 tendant à faciliter aux fins de reconstruction ou d'aménagement l'expropriation des terrains sur lesquels sont édifiés des locaux d'habitation insalubres et irrécupérables (…) appelés « bidonvilles », ni la loi « Vivien » n° 70-612 du 10 juillet 1970 tendant à faciliter la suppression de l'habitat insalubre, pas plus que celle dite de « lutte contre l'exclusion » de 1998 ne sont parvenus à cet objectif.

Et pour cause : **la bourgeoisie n'a que faire des conditions de vie des travailleurs (ou pas) tant que celles-ci ne nuisent pas à la production !**

Si Roland Castro, quand il évoquait la figure charismatique de Mao Tsé-Toung pour donner libre cours à ses élucubrations gauchistes, avait ne serait-ce qu'ouvert *La question du logement* de Friedrich Engels, il aurait pu y lire : « Pour mettre fin à cette crise du logement, il n'y a qu'un moyen : éliminer purement et simplement l'exploitation et l'oppression de la classe laborieuse par la classe dominante (…). Et si cette crise du logement fait tant parler d'elle, c'est qu'elle n'est pas limitée à la classe ouvrière, mais qu'elle atteint également la petite bourgeoisie. »

Du reste, le MUC ne recule devant aucune abjection, allant même jusqu'à reproduire des articles dithyrambiques sur son mentor publiés par la Nouvelle action royaliste en décembre 2005 et mars 2006.

Il est vrai que Bertrand Renouvin, le leader de cette organisation orléaniste, est de gauche…

Mais venons-en aux déclarations récentes de Castro.

Pour restaurer « le lien social » (c'est-à-dire réconcilier exploiteurs et exploités), il se fait fort de délocaliser les ministères en banlieue, les régaliens au nord et les techniques au sud, pour libérer 150 hectares au cœur de Paris afin d'y édifier 15 000 logements.

C'est ce qu'on appelle une « mesurette » (environ 102 500 demandes de logement ont été enregistrées dans la capitale), mais aussi et surtout une façon bien commode de rapprocher les travailleurs de leur atelier/bureau et des galeries marchandes.

Pour le MUC, Roland Castro est « las de conseiller les Princes » et veut à ouvrir « le champ du Possible ».

En bon français, cela donne la même vieille recette éculée qui a prévalu depuis des lustres.

Ce n'est pas le pouvoir qui fait ici question, c'est son esthétique. Il faut le rendre plus agréable, l'enjoliver, le grimer sous les oripeaux de la neutralité « citoyenne » pour néantiser l'oppression.

Retour donc à la case départ.

Paris, juillet-août 2006

_____

Notes

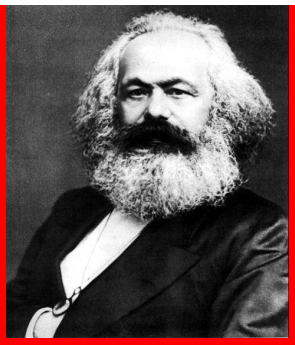
1) VANDEWYNCKLE M. L'Alma, symbole des luttes urbaines. *Territoires*, 2002, n°431, p 20-22.
2) LEFEBVRE H. *La pensée marxiste et la ville*. Paris : Casterman, 1972. 169 p. Synthèses contemporaines.
3) LEFEBVRE H. *Espace et politique. Le droit à la ville II*. Paris : Economica, 2000. 174 p. Ethnosociologie.
4) LOJKINE J. *Le marxisme, l'Etat et la question urbaine*. Paris : Presses universitaires de France, 1977. 362 p. Sociologie d'aujourd'hui.
5) DONZELOT J., MEVEL C., WYVEKENS A. *Faire société : La politique de la ville aux Etats-Unis et en France*. Paris : Seuil, 2003. 363 p. La couleur des idées.
6) BEHAR D. Du terrain au territoire : la Politique de la Ville. *Informations sociales*, 1999, n°72, p 26-34.
7) GARNIER J.-P. Urbaniser pour dépolitiser. La rhétorique du spatialisme et du localisme. *Les discours du politique : Ecole thématique Violence, consensus, sécurité, Lyon, november 2001* [25.06.04]. Available from Internet : <http://gedomia.enslsh.fr/simclient/integration/MMPUB/consultation/fiche/view.asp?INSTANCE=MMPUB&GEID=D_CYC_P1&vaddon=cycles.xml&EID=CYCLES_27>
8) DEBORD R. Une approche du citoyennisme (et de sa critique). Available from Internet : <http://www.le-militant.org/remu/citoyenni.htm>
9) BRUEL S. La fin d'une époque. *La voie du socialisme*, 1986, n°12, p 146.

10) HANSSENS P. Atelier populaire d'urbanisme de Lille-Moulins. Heurs et malheurs d'une association « poil à gratter ». *Territoires*, 2002, n°424, p 13-15.
11) SAINT-REMY G. Les Ateliers participatifs de l'Athanor. *Territoires*, 2002, n°424, p 19-20.
12) ILIE V., HUVIER N. La participation en marche avec l'Apum. *Territoires*, 2005, n°454, p 6.
13) HARVEY D. L'urbanisation du capital. *Actuel Marx*, 2004, n°35, p 41-70.
14) MARTOS J.-F. *Histoire de l'Internationale situationniste*. Paris : Ivrea, 1995. 281 p.
15) *Ibid*.
16) Dans le numéro de *Contre-Temps* mentionné, les leaders et militants associatifs des cités se voient impartis la mission de constituer, en coordination avec ceux des organisations d'extrême gauche, des « canaux d'expression politique » qui permettront de canaliser la révolte et d'éviter des dérives incontrôlables (note de Jean-Pierre Garnier).
17) ANDRIEUX J.-Y., SEITZ F. *Pratiques architecturales et enjeux politiques. France 1945-1995*. Paris : Picard, 1998. 410 p.

_____

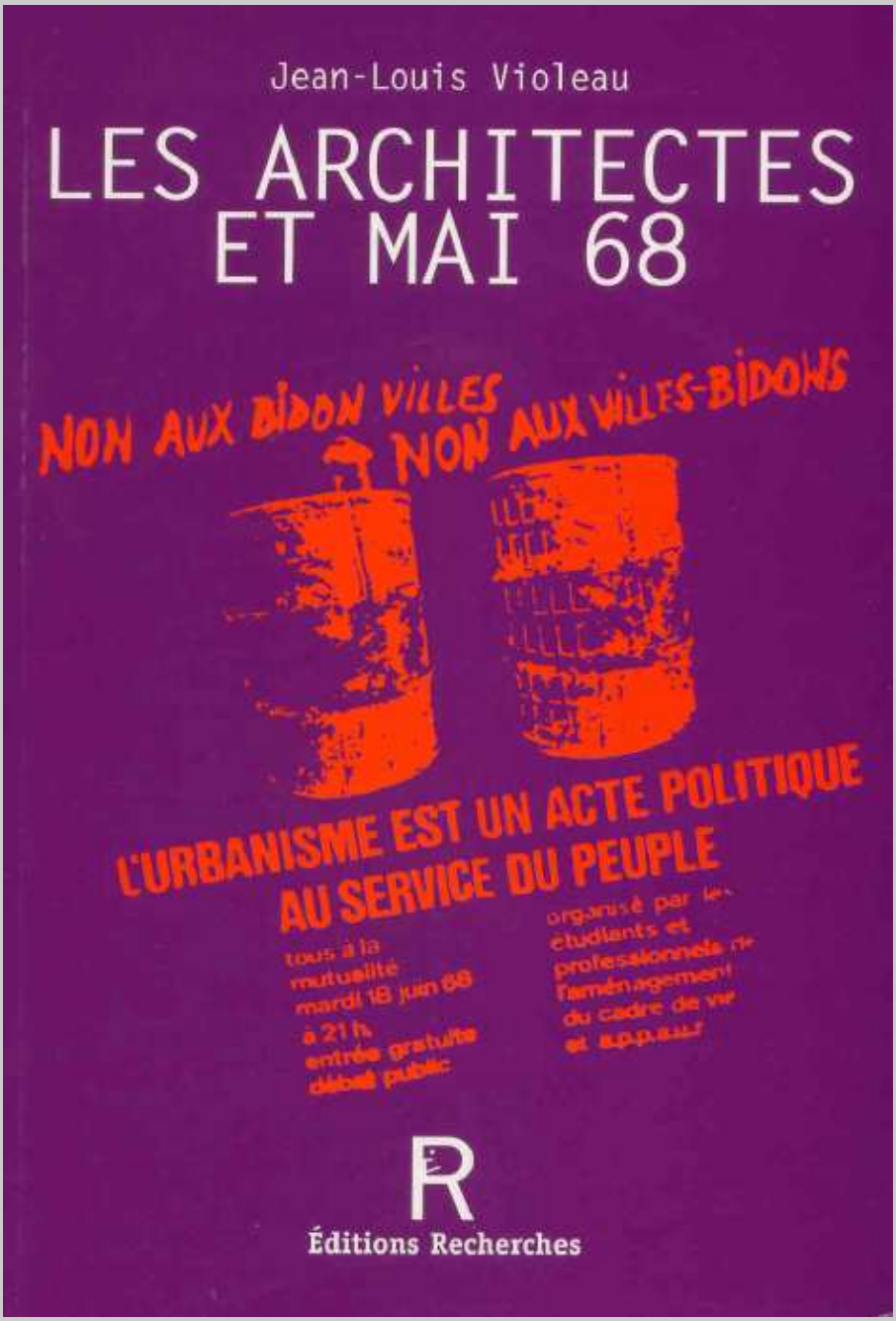
Addenda

On trouvera nombre d'éléments factuels intéressants sur les tripatouillages de la gauche (associative, caritative et on en passe) dans *Sociologie critique de la politique de la ville* de Gérard Chevalier (L'Harmattan, 2005). De même, pour une approche des présupposés idéologiques de ceux qui font la ville, on lira les interviews compilées dans *Pratiques architecturales et enjeux politiques. France : 1945-1995* de Jean-Yves Andrieux et Frédéric Seitz (Picard, 1998), ouvrage disponible chez tous les bons soldeurs…



« Rétablir l'ordre est une urgence extrême »
(Parti « communiste » français, communiqué du 3 novembre 2005)

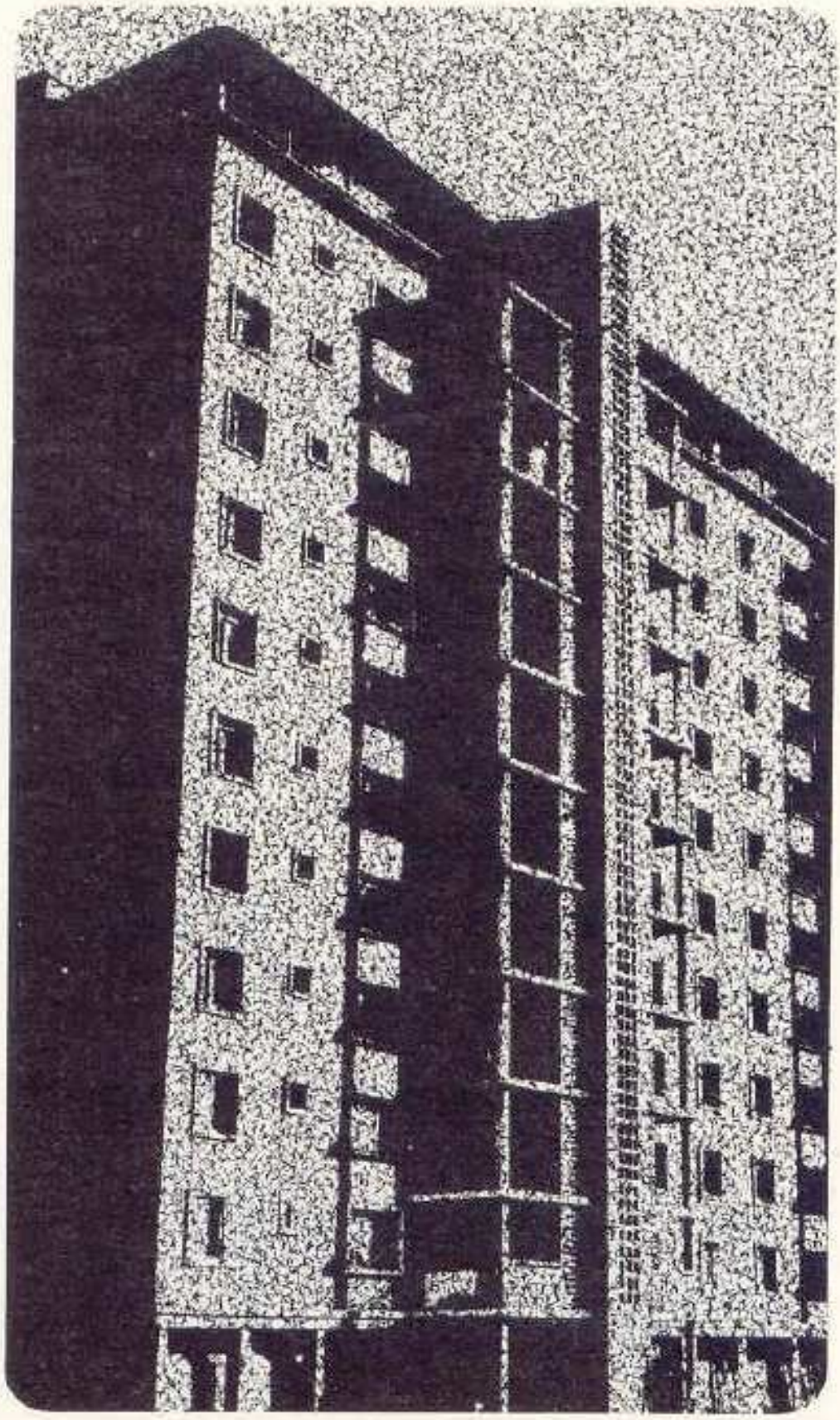
« Aucune organisation politique ne peut être comprise de ces jeunes »
(Alain Krivine, Ligue « communiste » « révolutionnaire », 12 novembre 2005)



Version augmentée d'un mémoire de DEA dont nous avions pris connaissance en 1999, le livre de Jean-Louis VIOLEAU, sociologue chargé de recherches au laboratoire Architecture-Culture-Société de l'Ecole d'Architecture de Paris Malaquais, exhume du passé l'époque révolue où l'extrême gauche (autoproclamée) questionnait la neutralité de l'espace bâti à travers la publication d'*Architecture révolution, Place* et *Utopie.* Un gros volume (476 pages) à lire et relire avec délectation (et amertume) pour mesurer le fossé qui sépare les débats d'hier et ceux d'aujourd'hui, du « tout est questionnable » à « c'est la vie ».

Quelques dates clés de la Politique de la Ville

1973	Création du groupe de réflexion Habitat et vie sociale par Robert Lion et des hauts fonctionnaires de l'Equipement, de l'action sociale et de la jeunesse. Objectif : améliorer les relations sociales dans les « grands ensembles »
1976	Création d'un Comité d'études sur la violence, la criminalité et la délinquance au Ministère de la justice. Instauration du Fonds d'aménagement urbain (FAU) pour l'aménagement des centres-villes (arrêté du 24 août)
1977	Rapport d'Alain Peyrefitte *Réponses à la violence* Premier plan banlieues à l'initiative de Jacques Barrot, secrétaire d'Etat au logement
1980	Arrêté du 22 avril : création d'un groupe interministériel permanent pour l'aménagement des banlieues
1981	**Avril : émeutes à Brixton (Angleterre)** **Mai : élection de François Mitterand** **Juillet : émeutes à Vaulx-en-Velin, dans le quartier des Minguettes de Vénissieux et à Villeurbanne** Décembre : création de la Commission pour le développement social des quartiers (DSQ). Le décret ne sera pris que le 26 février 1986. Création des Zones d'éducation prioritaire ; mise en place des Conseils communaux de prévention de la délinquance (CCPD)
1982	Rapport de Gilles Bonnemaison *Face à la délinquance : prévention, répression, solidarité*
1983	Rapport d'Hubert Dubetout *Ensemble, refaire la ville*
1984	Rapport de Rodolphe Pesce *Développement social des quartiers, bilan et perspectives, 1981-1984*
1985	Lancement des Contrats d'actions de prévention pour la sécurité dans la ville
1986	Gel des crédits alloués au projet Banlieues 89



POUR UNE CRITIQUE ★ DE LA VILLE DU CAPITAL

ARCHITECTURE & ANARCHIE : UN COUPLE MAL ASSORTI

Jean-Pierre GARNIER

Sociologue, urbaniste et ingénieur de recherches au CNRS, Jean-Pierre Garnier a enseigné à l'Ecole spéciale d'architecture de Paris-Belleville et collabore à la revue *Espaces et sociétés* fondée par Anatole Kopp et Henri Lefebvre. Parmi ses ouvrages : *La comédie urbaine ou la société sans classe* et *Le « socialisme » à visage urbain. Essai sur la local-démocratie* co-signés avec Denis Goldschmidt aux éditions François Maspero et Rupture en 1978. Plus récemment : *Des barbares dans la cité. De la tyrannie du marché à la violence urbaine* (Flammarion, 1996) et *Le nouvel ordre local. Gouverner la violence* (L'Harmattan, 1999). Cet article a été initialement publié dans le n° 11 de la revue *Réfractions* (Boîte postale n°139, 75966 Paris Cedex 20).

———————

« (…) il est opportun de relever que la sécurité, l'autorité, la gloire de l'État dépendent en grande partie de l'œuvre de l'architecte. »

Leon Battista Alberti, architecte

« Un jour, je suis tombé sur une gravure représentant un architecte de l'Inde ancienne : un homme siégeant au milieu de la maison, armé d'une longue perche, avec laquelle il désignait aux ouvriers où poser leur pierre. Être assis et commander les maçons, j'avais trouvé ma vocation. »(1)

Renzo Piano, architecte

Quel rapport sinon *a priori* antinomique peuvent bien entretenir l'architecture et l'anarchie ? C'est peu dire, en effet, que **l'architecture s'est mise dès l'origine au service de l'ordre, comme en témoigne l'édification des temples pour honorer les dieux, des palais pour protéger les puissants ou des monuments pour glorifier les tyrans.** Symbole de l'autorité, l'architecture l'est assurément. Mais, pas seulement : elle est d'abord l'un de ses instruments, et non des moindres, puisqu'elle constitue un mode indispensable de son exercice. *« Plus encore que la représentation ostentatrice du pouvoir, l'architecture est au principe d'un art de commander. Tout pouvoir s'exerce architectoniquement. »* (2)

L'étymologie grecque du mot l'atteste d'ailleurs assez : le préfixe *arkhi* exprime la prééminence, désignant ce qui vient en premier dans l'ordre aussi bien chronologique que hiérarchique. Autrement dit, le commencement va de pair avec le commandement (*arkhê*).

La pratique de l'architecture elle-même s'en ressent, plus que jamais marquée par l'élitisme et l'autoritarisme. Rêver de la « démocratiser » comme le firent les étudiants « contestataires » de la discipline, il y a une trentaine d'années, est à cet égard un non-sens. **Soucieux avant tout de secouer la tutelle de leurs « grands maîtres », certains avaient été jusqu'à se réclamer du maoïsme — ou du moins ce que l'on en percevait dans les salons ou les salles de séminaires —** pour inciter l'architecte à « descendre de son piédestal », à pratiquer le « retour à la base » pour se mettre »à l'écoute des masses ». **Sitôt entrés dans la profession, ces révolutionnaires de la planche à dessin s'empressèrent de renouer avec la tradition mandarinale.** Si tant est qu'ils aient jamais rompu avec elle. **Défroqués du gauchisme de leur jeunesse, les Jean Nouvel, Christian de Portzamparc, Roland Castro et autres « starchitectes » campent, en tout cas, plus que jamais sur les marches des palais.**

Peut-il exister, dès lors, à propos de la création architecturale, un point de vue anarchiste qui ne soit pas purement négatif, pour ne pas dire iconoclaste ? L'architecture ne serait-elle vouée, de toute éternité, qu'à servir le Prince, celui-ci se réclamerait-il du peuple, comme ce fut le cas dans les pays du socialisme réellement inexistant ou, encore de nos jours, dans ceux où la « démocratie » est censée régner, si l'on peut dire ? Aussi magnifique qu'elle puisse être, aussi forte soit l'émotion esthétique qu'elle procure, l'empreinte que les humains laissent sur terre au travers de l'art de bâtir ne serait-elle, en fin de compte, que celle de la

domination et de la soumission ? Exception infirmant la règle, cet art devrait-il, de par sa nature intrinsèquement autoritaire, échapper à la « révolution totale » ou « intégrale » qui constitue l'horizon du combat pour l'émancipation ? Comment rompre, en d'autres termes, le lien plus que séculaire qui associe le pouvoir des lieux aux lieux du pouvoir ? Et parvenir ainsi à réinscrire le premier dans ce dont la majorité des humains ont été dépossédés par les seconds : leur capacité à auto-instituer, individuellement ou collectivement, leur relation à l'*habiter*.

Les fausses fenêtres de « l'autoconstruction »

Il y a plusieurs façons d'envisager cette relation où les habitants pourraient donner libre cours, dans leur rapport avec l'habitat, à leurs facultés inventives et créatives. La première qui vient à l'esprit est évidemment l'autoconstruction. De nombreux écrits y ont déjà été consacrés, mais ce type de réponse et les expériences dont elle s'inspire ou qu'elle inspire ne répondent pas exactement à la problématique énoncée plus haut.
Placée le plus souvent sous le signe de l'urgence et de la pénurie, l'autoconstruction constitue tout d'abord, de nos jours, une solution de survie courante dans les pays où une grande partie de la population, victime de l'oppression des régimes en place, végète dans la misère et la déréliction. Sans doute l'habitat de fortune qui lui sert d'abri, sinon de résidence, est-il le fruit de la « débrouille », c'est-à-dire d'une inventivité dictée par la nécessité. Mais, **sauf à verser dans le populisme exotique où se complaisent certains anthropologues épris de « culture de la pauvreté », on ne saurait, sans cynisme ni démagogie, déceler dans les bidonvilles l'esquisse d'un modèle alternatif de création architecturale.** Dans le meilleur des cas, on pourra tout au plus, comme s'y emploient les experts ès développement, « durable » ou non, y puiser quelques idées (choix de matériaux non coûteux, utilisation des savoir-faire locaux, conformité de l'agencement des espaces aux modes de vie...) susceptibles d'améliorer l'ordinaire.

Dans les pays du capitalisme avancé, l'autoconstruction a pu être également considérée comme le *nec plus ultra* d'un « habitat autogéré ». Il ne s'ensuit pas, toutefois, que la créativité en matière architecturale soit toujours au rendez-vous. En dépit des efforts assidus de quelques chercheurs en sciences sociales pour révéler la « richesses de sens » des pavillons construits par leurs propriétaires ou sous leur contrôle étroit, c'est la médiocrité et la banalité esthétiques qui prédominent. Le savoir-faire constructif dont peuvent faire preuve les « bâtisseurs du dimanche » ne saurait, en effet, être confondu avec une quelconque inventivité esthétique. Ainsi les habitations individuelles édifiées par les travailleurs immigrés portugais, espagnols ou grecs pour leurs familles, par exemple, dans la perspective de leur retour au pays, gâchent-elles autant, et souvent plus, le paysage de leur région d'origine, que les lotissements et autres « nouveaux villages » qui prolifèrent à la périphérie des villes des pays d'accueil. C'est que la « compétence » pratique et langagière du « pavillonnaire », érigé par certains sociologues en « occupant actif » de son logement, n'en fait pas pour autant un créateur. De même, l'ingéniosité dont il peut faire montre pour « bricoler » l'intérieur de son logement ou aménager le jardin attenant reste la plupart du temps prisonnière de stéréotypes puisés parmi les « modèles-types » de maisons préfabriquées vendues « clefs en main » sur catalogues, bloquant toute sortie hors des sentiers battus. Tout le monde n'est pas le Facteur Cheval !

À l'opposé de cet habitat autoconstruit où la diversité va de pair avec la répétitivité, il existe des prototypes de logements « innovants », à un titre ou à un autre, en maisons individuelles ou en petits immeubles collectifs, conçus et parfois réalisés par leurs propriétaires, avec souvent le concours d'amis architectes, urbanistes, ingénieurs ou designers. Expériences sans nul doute enrichissantes, mais seulement à la portée d'une minorité de gens aisés désireux de prouver que l'on pouvait « vivre autrement » dans un monde globalement inchangé. Il en va de même pour les « baraques retapées » par leurs acquéreurs pour être converties en résidences secondaires dans les zones rurales menacées de désertification. Et que dire des « lofts » aménagés à grands frais par leurs riches occupants dans des ateliers ou des entrepôts désaffectés légués par la désindustrialisation ?

On objectera peut-être qu'avant d'être investies par les « bobos », les « friches urbaines » ont initialement servi de terres d'accueil à des « marginaux » plus ou moins désargentés, allergiques au droit de propriété et à la **marchandisation généralisée de l'espace urbain**. Lieux d'expérimentation sociale en même temps que mode de survie, il arrive que les *squats*, notamment lorsqu'ils sont transformés en « espaces culturels » par des artistes, soient l'occasion pour des non professionnels de déployer des talents d'architectes qui seraient demeurés à l'état de virtualités en d'autres situations résidentielles. Le plus souvent, cependant, les aménagements apportés sont des plus sommaires. Effectués, de surcroît, avec des moyens limités, ils obligent les squatters à vivre dans des conditions précaires de confort et d'hygiène où l'invention et la créativité architecturale ne sauraient guère trouver place.

Censée « rompre avec l'urbanisation capitaliste », la récupération inventive des interstices d'un tissu urbain dégradé n'a pas tardé à inspirer édiles et promoteurs à la recherche, eux aussi, d'une alternative à une « rénovation » devenue impopulaire et surtout invendable, à la longue, en raison des dévastations esthétiques et écologiques qu'elle avait entraînées. Un nouveau modèle de « reconquête urbaine » lui a donc succédé : la « réhabilitation » des anciens quartiers populaires et leur « gentrification », c'est-à-dire leur occupation progressive, sinon progressiste, par des individus friqués et branchés épris de non-conformisme labellisé. L'autoconstruction, dans ce cas, n'est plus de mise. C'est à des architectes spécialisés que l'on fait désormais appel pour « réinventer » la ville.

Les impasses de la « participation »

Dans la foulée de l'élan libérateur de mai 68, toute une littérature s'est rapidement accumulée autour de la thématique du « droit à la ville », théorisée par le sociologue Henri Lefebvre et popularisée par **une petite-bourgeoisie intellectuelle radicalisée** qui discernait alors dans le « champ urbain » l'ouverture d'un « nouveau front » contre la domination bourgeoise. Les « luttes urbaines » menées à cette époque contre les projets d'aménagement de la technocratie ou les opérations immobilières des « marchands de ville » semblaient accréditer le bien fondé de cette vision. Organisés en comités d'usagers, conseils de résidents et autres associations de riverains, soutenus par des militants qui auguraient une extension ou un déplacement de la « contestation » du champ du travail vers l'espace urbain, nombre de citadins faisaient valoir leur volonté d'intervenir directement dans le domaine jusque-là réservé de l'urbanisme et de l'architecture.

Emprunté par les situationnistes aux architectes futuristes de l'URSS pré-stalinienne avant d'être converti en *jingle* électoraliste par les « communicants » du PS, le slogan « changer la ville pour changer la vie » ouvrira la voie à un déferlement de propositions pour faire « participer » les habitants à l'« amélioration de leur cadre de vie ». On en viendra même à préconiser l'« autogestion » de ce dernier, au nom d'un approfondissement jugé indispensable de la « démocratie locale ». Pris dans ce flux idéologique, des architectes parlèrent d'« associer les usagers » à la définition et à la mise en œuvre des projets urbains, les plus radicaux n'hésitant pas à reprendre à leur compte le mot d'ordre lancé par leur confrère égyptien Hassan Fahti dans un tout autre contexte : « construire avec le peuple ».

Bien entendu, ces proclamations restèrent, sinon sans lendemain, du moins sans conséquences notables sur le partage des rôles entre, d'une part, les producteurs de l'espace urbain, c'est-à-dire les décideurs et les concepteurs, seuls habilités à déterminer, entre autres, quelles formes devait revêtir la ville dans l'avenir, et, d'autre part, les consommateurs, c'est-à-dire le commun de ses habitants, conviés par une « critique » architecturale servile non seulement à accepter, mais à approuver voire à applaudir des « grands travaux » réalisés sans leur aval.

Certes, on s'est préoccupé en haut lieu de connaître un peu mieux les goûts et dégoûts du peuple, transmué entre temps en « public », en matière d'urbanisme et d'architecture. Une meute de chercheurs est régulièrement dépêchée « sur le terrain » pour capter ses « besoins », étudier ses « pratiques », supputer ses « représentations ». En outre, **l'essor des « nouvelles technologies de communication », surtout utilisées, en l'occurrence, comme techniques audiovisuelles informatisées de manipulation, a permis aux élus locaux de mettre au point des procédures de « concertation » de plus en plus sophistiquées pour faire du citadin un « acteur à part entière dans la Cité ». Cependant, quand on lui demande son avis, ce sera rarement sur des projets urbains un tant soit peu importants susceptibles de modifier notablement son environnement, mais plutôt sur des questions aussi essentielles que l'emplacement d'un terrain de boules, la hauteur des bordures de trottoir ou la signalétique d'un passage protégé.** De toute façon, s'il a voix au chapitre, celle-ci n'est que « consultative » !

En dépit des efforts déployés par les autorités et leurs relais médiatiques pour faire croire le contraire, le « droit de regard » octroyé au citadin sur la qualité du paysage urbain n'a fait que le confirmer et le confiner dans le statut qui a toujours été le sien : celui de spectateur. Aujourd'hui comme hier, l'art de bâtir reste l'apanage des Princes, qu'ils soient managers « globaux », gouvernants nationaux ou potentats locaux, secondés par les architectes de renom dont ils se sont acquis les services.

Pur produit de la séparation et du morcellement de la praxis humaine sous l'effet de la division capitaliste du travail, la création architecturale passe à juste titre pour une activité hautement spécialisée réservée à une minorité, pour ne pas dire une élite. Seuls des individus pourvus de la formation, des connaissances et des aptitudes adéquates, peuvent aujourd'hui prétendre façonner l'environnement construit où leurs semblables sont appelés à vivre. Faut-il, dès lors, se résoudre à admettre que l'hypothèse de départ, formulée par André Bernard et Philippe Garnier, selon laquelle « le pouvoir d'innover, d'inventer est au cœur de l'homme, de chaque homme, comme potentialité », ne pourrait s'appliquer à la production architecturale et, plus largement, à celle de l'espace habité, si l'on excepte les aménagements de détail domiciliaires évoqués plus haut ? Admettre que, finalement, la complexité atteinte aujourd'hui par l'activité constructive rend illusoire tout espoir de réappropriation populaire dans ce domaine ? Ou bien ne serait-ce pas plutôt, comme à chaque fois que la « complexité » est mise en avant, un alibi pour rendre impensable l'idée même d'une telle réappropriation ?

« Mère de tous les arts » ou enfant ingrat de l'artisanat ?

Il fut un temps où, à côté de l'architecture « savante » réservée aux édifices religieux, princiers ou civiques, c'est-à-dire aux emblèmes construits de la domination, se déployait une architecture ordinaire que l'on pourrait presque qualifier de populaire dans la mesure où elle était le fait d'artisans immergés dans la vie quotidienne des « petites gens » dont ils faisaient partie, œuvrant d'ailleurs en collaboration permanente avec ceux-ci. L'habitat qui en résultait (maisons, boutiques, rues, placettes, voûtes, chapelles, fontaines, murets, terrasses...) était si conforme aux besoins, aux désirs, aux plaisirs ou aux croyances de chacun, qu'il n'est pas exagéré de considérer le peuple comme le véritable créateur de son « cadre de vie », l'artisan jouant, dès lors, le rôle de simple médiateur technique. Pour bien marquer l'enracinement de cette « architecture sans architectes » dans le terreau socio-historique local, des anthropologues la qualifieront de « vernaculaire » — du latin *vernaculus*, c'est-à-dire « né dans la maison », pour l'esclave, et non venu d'ailleurs —, pour ne pas dire « indigène », terme plus approprié, mais fâcheusement connoté depuis la décolonisation.

Si l'on a placé ci-dessus l'expression « cadre de vie » entre guillemets, c'est qu'elle est mystificatrice. Sous couvert de valoriser l'environnement en soulignant ce qu'il a de vital pour nos contemporains, elle incite à entériner, en le naturalisant, l'encadrement de leur vie par l'espace construit. Or, le propre de l'architecture dite vernaculaire est qu'elle s'élaborait *en prise* directe *avec* les manières de vivre des habitants, au contraire de la construction industrialisée qui lui succédera et qui fera peser son *emprise sur* eux. La première matérialisait et symbolisait à la fois l'autonomie préservée de la collectivité qu'ils formaient, même si celle-ci devait rendre des comptes aux puissants plus ou moins lointains sous la coupe desquels elle restait placée. La seconde, en revanche, sera mise en œuvre, conjointement à l'urbanisme technocratique qui se développait parallèlement, pour apprendre à vivre aux habitants — formulation à prendre aux sens propre et figuré —, selon les canons individualistes de la modernité. Pour en faire des consommateurs dociles, certes. Mais, d'abord, comme le rappelle un auteur qui n'oublie pas la

dimension politique de la destruction programmée du tissu urbain ancien, pour ***« briser la vieille capacité de résistance des classes populaires en assurant les conditions matérielles de leur atomisation. »*** (3)

Pré-capitaliste, l'architecture vernaculaire se maintiendra malgré tout tant bien que mal jusqu'à ce que la « modernisation », sous la forme de l'industrialisation, achève d'envahir ce que l'on appellera désormais le « secteur du bâtiment », liquidant l'art de bâtir des artisans dont les savoir-faire seront rejetés dans la poubelle de l'« archaïsme », au même titre que l'art de vivre qui lui était lié. C'est à dessein que le mot « art » sert ici à qualifier à la fois un mode de vie et la manière de concevoir l'environnement qui lui correspond, encore que ce dernier terme ne soit, lui non plus, guère satisfaisant. Il présuppose, en effet, une extériorité de l'habitat par rapport à l'habitant, typique d'une société où le sens de l'*habiter* se perd peu à peu.

Habiter un espace, en effet, dans l'acception anthropologique, c'est-à-dire transitive du terme, c'est pouvoir y investir nos envies, nos rêves, nos souvenirs pour en faire un *lieu* identifiable auquel nous pourrons nous-mêmes nous identifier, que ce soit durant une vie entière ou seulement pour un bref moment, en tant qu'hôte éphémère d'un lieu ou même simple visiteur de passage. Mais il arrive le plus souvent que l'on doive refouler sentiments et aspirations, contraints que nous sommes d'habiter *dans* un espace qui, non seulement sera vécu comme extérieur, mais pourra nous paraître étranger voire hostile. Indissociables, « savoir faire » et « savoir vivre » la ville — ou le village — se sont jadis combinés pour faire spontanément de celle-ci — ou de celui-ci —, une *œuvre*. Aujourd'hui, on l'a assez dit, le capitalisme les a, comme le reste, sciemment convertis en produits.

Avant d'être intronisée, à tort ou à raison, « mère de tous les arts », l'architecture est donc longtemps restée le fruit d'une activité artisanale. Et l'on comprend mal, si l'on fait abstraction des « impératifs » du mode de production capitaliste, pourquoi elle ne le redeviendrait pas, au moins en partie, pour peu que l'artisanat soit lui-même réactualisé. C'est la voie que préconise, entre autres, l'architecte belge Léon Krier, plus libertaire qu'anarchiste, dont les projets déjà réalisés, parfois à l'échelle d'un ensemble de logements, d'équipements et d'espaces publics, ont pu l'être, dans le cadre de la logique marchande, bien sûr, mais sans avoir dû recourir à ces méthodes industrielles prétendument efficaces qui ont conduit aux échecs techniques, culturels, écologiques et politiques que l'on sait. Une fois libérés, comme toute autre activité productive, de l'obsession de la rentabilité et du profit, la quarantaine de corps de métiers qui composent l'artisanat de la construction pourraient offrir d'infinies possibilités d'expression artistique et d'invention personnelle à une multitude d'individus, réduisant d'autant, à défaut d'y mettre fin, le monopole créatif que s'arrogent les architectes.

Vivre de l'art des autres

« Un village, un seul mas établi parmi quelques terrasses de cultures au flanc d'une colline humanise le paysage jusqu'à l'horizon; la pauvreté et la solitude qu'abritent leurs pierres projettent sur le monde alentour la présence d'un sens secret et d'un ordre désirable ». En une seule phrase et avec ce seul exemple, le sociologue Michel Freitag résume et illustre ce que peut avoir de problématique l'architecture d'aujourd'hui (4). Et quel manque en résulte pour tous ceux — la majorité — qui, à défaut d'être en mesure de façonner et de modeler eux-mêmes leurs lieux de vie, même en amateurs, aimeraient pourtant pouvoir s'émouvoir, se réjouir, s'amuser, se souvenir, imaginer selon leur propre gré au contact d'espaces conçus et fabriqués par d'autres.

On peut affirmer, sans courir le risque d'être contredit, que la majeure partie de ce qui s'est bâti au cours des dernières décennies coupe court, à de rares exceptions près, à tout plaisir ou désir d'y déceler ou d'y projeter une signification autre que celle de l'utilité. « Par-delà la fonctionnalité immédiate de l'aménagement des lieux et des choses, quel monde s'est-il laissé entrevoir et désirer ? » Quelle « présence » peut-on bien rencontrer dans l'environnement urbanisé que l'on nous propose/impose aujourd'hui ?

Et pourtant, ce ne sont pas les architectes, urbanistes, paysagistes et plasticiens qui font défaut pour tenter de rétablir le dialogue entre les habitants et « leur » habitat. Mais, que l'on ait besoin de tous ces « professionnels », « experts », « spécialistes » et autres « intervenants », comme on les appelle, montre bien, précisément, que la capacité d'inventer qui devrait être au cœur de chaque homme en tant qu'habitant comme dans les autres sphères de son existence ne lui appartient plus.

Par-delà son utilité, une architecture, quelle qu'elle soit, ne devrait-elle pas, dans ces conditions, tirer une légitimité nouvelle d'un certain pouvoir sur l'imaginaire des habitants ? Non plus de ce pouvoir d'intimidation et d'imposition auquel nous nous référions en introduction à notre propos, pouvoir de persuasion, fût-elle « clandestine », comme dans les temples de la consommation — consommation culturelle incluse, s'agissant

des musées, des théâtres ou des salles d'opéra —, bien en phase avec une société qui prospère sur la passivité du plus grand nombre. Ce dont il s'agit ici, c'est, au contraire, d'un pouvoir d'incitation à l'auto expression.

Dans l'article cité plus haut, Philippe Garnier rappelait le critère que proposait Picasso d'une œuvre d'art réussie : « le fait qu'elle donne chez l'autre le désir d'inventer, non pas dans la peinture, mais dans son propre champ. » (6) Cela vaut, évidemment, aussi pour l'architecture. À plus forte raison, pourrait-on même ajouter : tant qu'à être « la mère de tous les arts », elle pourrait, étant donné la multiplicité des registres esthétiques sur lesquels elle doit jouer, faire naître des « vocations » créatives par les biais et dans les domaines les plus divers parmi les gens dont l'architecture n'est pas le métier. Songeons, par exemple, à tous ceux qui sont devenus écrivains, peintres, photographes ou cinéastes — connus ou inconnus, talentueux ou maladroits, peu importe — pour avoir, au départ, pris la plume, le pinceau ou une caméra à seule fin de faire partager les sensations et les émotions éprouvées en parcourant une ville, un quartier, une rue, une maison...

On ne peut, par conséquent, que déplorer que le tout venant de ce qui s'édifie sous nos yeux participe de cette architecture muette ou illisible qui *n'a rien à nous dire* et qui, pour cette raison, *ne nous dit rien*, aussi stérilisante pour l'esprit que la monumentalité bavarde qui sert de relais aux discours, propagandistiques ou promotionnels, des puissants. Et, puisqu'il faut bien achever, nous terminerons sur l'évocation de l'un de ces lieux qui nous parlent, comme on dit, parce que d'autres ont réussi à établir un dialogue actif avec lui.

Choisissons donc de nous transporter vers l'une de ces îles des Cyclades que le génie des hommes a longtemps su faire passer pour bénies des dieux.

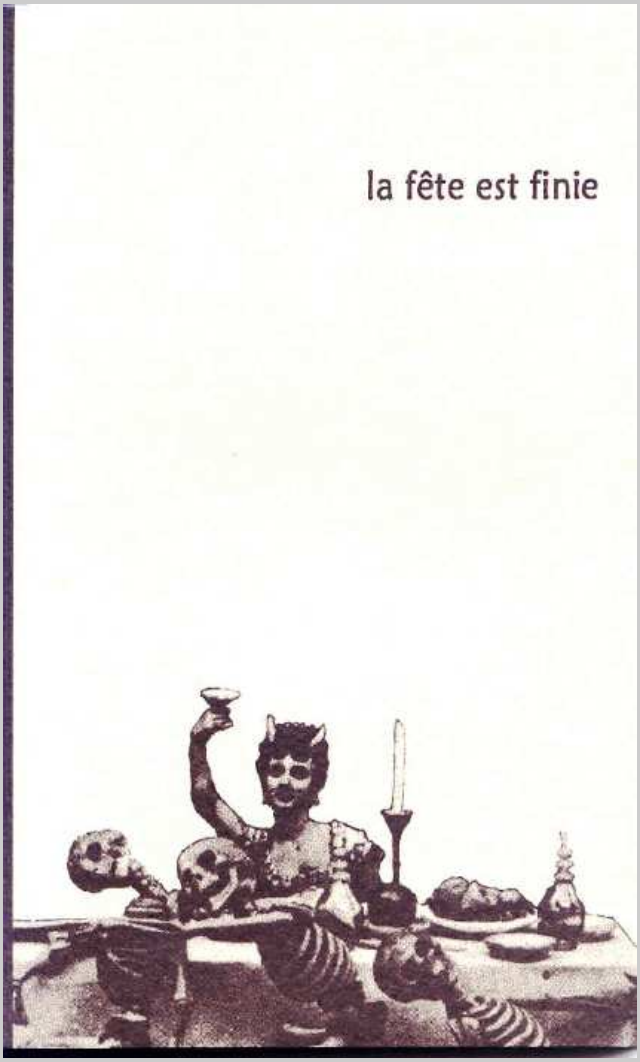
Comment ne pas vibrer charnellement face à ces villages perchés sur le rebord des falaises qui donnent l'impression que la neige y est tombée en plein été, à moins que leurs cubes harmonieusement pétrifiés comme par un poétique hasard ne dégoulinent en vague vers le port accueillant blotti à leur pied ? Preuve irréfutable, s'il en est, de la possibilité de cet *« art immédiat de l'espace »* dont parlait avec passion l'écrivain Jacques Lacarrière, peu avant que la déferlante du tourisme de masse ne commence à faire sentir ses effets délétères. **Rêvons quand même d'un monde, et faisons en sorte qu'il advienne, où les humains devenus tous artistes, d'une manière ou d'une autre, pourront recommencer à créer au lieu de se contenter de travailler et de consommer**, si tant est que le contentement puisse être associé à de pareilles occupations. Un monde où chacun pourra se fabriquer, avec les moyens du bord, des plus rudimentaires aux plus élaborés, mais surtout avec son imaginaire propre, un endroit à l'image de celui qu'évoquait le grand poète crétois, Nicos Kazantzaki, lorsqu'au crépuscule de sa vie, il écrira : « À l'instant atroce de la mort, fermez les yeux et, si vous voyez Santorin, Naxos, Paros et Mykonos, vous entrerez, sans même passer par la terre, dans le Paradis. Que pèsent le sein d'Abraham et les spectres immatériels du paradis chrétien au regard de cette éternité grecque, faite d'eau, de rocher et de vent frais ? »

NOTES

1) Couronné en 1998 par le prix Pritzker (le « Nobel » de l'architecture), Renzo Piano est co-auteur du Centre Pompidou. Réalisés aux quatre coins du globe, ses projets comptent parmi les chefs-d'œuvre incontestés – et incontestables – de l'architecture contemporaine : Centre culturel Jean-Marie Tjibaou en Nouvelle-Calédonie, terminal aéroportuaire Kansaï à Osaka, siège social d'Hermès à New York, Cité de la musique à Rome, siège du *New York Times* (en cours de construction) à New York, etc.

2) GOETZ B. La dislocation : critique du lieu. In *Lieux contemporains.* Younès C. Paris : Descartes & Cie, 1997, p
3) MICHEA J.-C. De la destruction des villes en temps de paix. *Revue du MAUSS*, 1999, n°14, p 173-174.
4) FREITAG M. *Architecture et société*. Montréal : Editions Saint-Martin, 1992, 96 p.
5) *Ibid.*
6) GARNIER P. L'art et l'inventivité. *Réfractions*, 2001, n°7, p 131-132.

PRF diffuse par correspondance



« La culture est ce secteur d'activité spécialisé qui va jusqu'à s'inventer des capitales, évidemment factices, dont le territoire est partout et nulle part, inhabité.
On pourrait en rire.

Avec Lille 2004, nous avons seulement été témoins d'une réalité qui prétend n'être qu'illusion, d'un passé qui prétend n'être que l'avenir. Un mensonge. Nous avons été simplement témoins d'une ville que l'on désarme, pacifie et vend. Le spectacle d'une reddition avant même le déclenchement de la bataille.
Mais quand bien même la fête serait finie, la guerre ne fait que commencer. »

124 pages illustrées en noir & blanc (impression offset) contre 2 euros en timbres pour les frais postaux.

Pour ceux & celles qui ne craignent pas de devenir aveugles, le texte est disponible dans son intégralité à cette adresse URL :
http://lafeteestfinie.free.fr/

Une géographie critique de l'espace du quotidien.

L'actualité de la pensée spatiale d'Henri Lefebvre

Jean-Yves MARTIN

Agrégé en histoire et géographie, docteur en géographie, il a notamment publié *Les Sans-terre du Brésil : géographie d'un mouvement socio-territorial* (L'Harmattan, 2001). Ce texte reprend, développe et met à jour certains aspects d'un exposé fait dans le cadre d'un colloque tenu à Espaces Marx à Paris en décembre 2000.

« *"Changer la vie", "changer la société", cela ne veut rien dire s'il n'y a pas production d'un espace approprié.* »

Henri Lefebvre

Volontiers présenté comme philosophe, urbaniste ou sociologue, Henri Lefebvre (1901-1991) devrait en tant que « spatiologue » interpeller davantage, et en tout premier lieu les géographes. Comme c'est encore loin d'être vraiment le cas, les objectifs de cet article sont en ce sens principalement les suivants.

Faire d'abord le lien entre la pensée spatiale d'Henri Lefebvre, telle qu'elle apparaît tout particulièrement dans *La production de l'espace* et sa «critique de la vie quotidienne». En partant de ce constat : trop souvent la référence à la pensée de Lefebvre s'en tient elle à la seule idée, longtemps sujette à réticences, d'une « production » de l'espace. L'espace n'apparaît-il pas, ne se donne-t-il pas comme une donnée a priori, intangible et neutre ? Pourtant, au-delà de cette idée fondatrice, il convient de revenir aux textes, pour envisager ce qui découle de l'approche « dialectique » de l'espace d'Henri Lefebvre, notamment de ses idées non seulement de «production», mais aussi de « triplicité » et de « conflictualité » de l'espace.

Examiner ensuite comment certains géographes contemporains ayant la volonté de s'inspirer de cette pensée – surtout Brésiliens et Anglo-saxons, bien davantage que francophones – la prolongent et l'actualisent dans leurs propres réflexions. S'il se vérifie d'abord, une nouvelle fois, que « nul n'est prophète en son pays », il apparaît ensuite rapidement que l'écho mondial des idées d'Henri Lefebvre sur l'espace, bien plus ailleurs qu'en France donc, en soulignent tout l'intérêt et l'actualité.

La pensée spatiale dialectique d'Henri Lefevbre
Un « retour de la dialectique »

C'est dès 1947, dans ***Logique formelle et logique dialectique***, qu'Henri Lefebvre souligne qu'à la différence de la logique formelle, « la méthode dialectique ne se contente pas de dire : « il y a des contradictions », car la sophistique ou l'éclectisme ou le scepticisme en sont capables. Elle cherche à saisir le lien, l'unité, le mouvement qui engendre les contradictoires, les oppose, les heurte, les brise ou les dépasse. » (1)

Cette méthode dialectique, comparée à la logique formelle, peut se révéler au-delà des seules spéculations «à la fois rigoureuse (puisque s'attachant à des principes universels) et la plus féconde, capable de détecter tous les aspects des choses, y compris les aspects par où les choses sont vulnérables à l'action. » (2) Cela d'autant mieux que, plus que jamais, « le négatif poursuit son travail dans le monde moderne, avec les paradoxes et les crises, les risques et les menaces. Ne serait-ce pas le négatif qui constitue en totalité les éléments et les fragments de la mondialité contemporaine ? » (3) C'est que les contradictions — anciennes et nouvelles, cumulatives ou spécifiques — rongent cet empire et les sociétés qu'il contient. La dialectique, théorie et pratique, y poursuit donc son oeuvre. Mais il faut cependant constater que la pensée dialectique ne reste que virtuelle tant qu'il n'y a pas des forces vives pour accomplir jusqu'au bout le travail du négatif et

résoudre, en les dépassant, les contradictions. Et, pour Lefebvre, altermondialiste avant l'heure, « ces forces aujourd'hui s'affirment à l'échelle mondiale. » (4)

Il revient sur cette idée d'une nouvelle « mondialité » en 1986 dans ***Le retour de la dialectique***. Pour souligner alors « que les forces sociales, les mouvements de masse, sont de plus en plus incontrôlables, spontanés mais non orientées » et suggérer, sous forme d'une question, un angle d'attaque approprié : « ne serait-ce pas à partir du quotidien et de sa connaissance critique que ces questions peuvent se poser clairement ? C'est à l'humble niveau du « quotidien » que se posent avec force et se résolvent, souvent avec violence, les « grands » problèmes. » Il rappelle aussi que toujours la «révolution survient quand les gens (pas seulement telle classe) ne veulent plus, ne peuvent plus vivre comme auparavant. Alors ils se déchaînent et inventent (en cherchant) une autre façon de vivre. » (5)

Et affirme également dès l'époque quelque chose qui n'a certes pas perdu de son actualité depuis : « N'oublions pas une minute l'essentiel aujourd'hui : une part croissante de la population mondiale se voit exclue du travail, de la production, de la richesse. Question préoccupante et actuelle : la société duale. Comment vivent quotidiennement les gens ? Et surtout ceux dont les revenus sont inférieurs aux moyennes sociales ? Comment survivent (ou « sous-vivent ») les Brésiliens du Nord-Est, les paysans de Haute-Volta, les habitants des campamientos de Mexico ? » (6)

Dans cette perspective, la méthode dialectique ne permet donc pas seulement l'analyse de l'actuel : elle ouvre également la voie à « l'analyse du devenir », dit-il, c'est à dire « (…) du temps, lié à un espace. Ce qui ne peut se concevoir qu'en moments conflictuels » (7)

La pensée spatiale d'Henri Lefebvre : trois idées clés

Le « dessein » du livre *La Production de l'espace*, tel que Henri Lefebvre le présente lui-même dans l'ultime préface de 1985, en même temps qu'un résumé de l'ouvrage, est une parfaite illustration de ce que Rémi Hess synthétise comme étant la « méthode d'Henri Lefebvre » À savoir, selon H. Lefebvre lui-même dans ce cas précis de l'espace : « étude « rétro » de l'espace social dans son histoire et sa genèse, à partir du présent et en remontant vers cette genèse — puis retour vers l'actuel, ce qui permet d'entrevoir sinon de prévoir le possible et le futur. Cette démarche laisse la place à des études locales, aux diverses échelles, en les insérant dans l'analyse générale, dans la théorie globale. En sachant que cette compréhension n'exclut pas (au contraire) les conflits : les luttes, les contradictions. Ni inversement les accords, ententes, alliances. Si le local, le régional, la national, le mondial, s'impliquent et s'imbriquent, ce qui s'incorpore dans l'espace, les conflits actuels ou virtuels n'en sont ni absents ni éliminés. » (8) La démarche n'a certes rien de très académique, l'approche dialectique incluant les contradictions, les conflits : les luttes. Affichant sa « mondialité », elle permet la combinaison et l'articulation de toutes les échelles, du local au global. Elle se veut tournée vers l'avenir, avec attention portée aux émergences et prévision.

Malgré sa circularité globale — et au risque de la caricaturer — on peut néanmoins circonscrire la pensée spatiale d'Henri Lefebvre à trois idées majeures. La première, celle de « production de l'espace » a fini par être admise, malgré les réticences. La seconde, celle de « triplicité de l'espace », souvent reprise, reste néanmoins source de confusions. La troisième, celle de « conflictualité de l'espace » reste pour beaucoup, du fait de sa mise en cause du « consensus spatial », toujours la plus difficile à admettre.

La production de l'espace

La thèse centrale de l'œuvre majeure d'Henri Lefebvre, *La Production de l'espace*, est que « le mode de production organise — produit — en même temps que certains rapports sociaux — son espace et son temps. C'est ainsi qu'il s'accomplit. » (9) **L'espace (social) est un produit (social)**. L'espace ainsi produit sert aussi d'instrument à la pensée comme à l'action. Il est, en même temps qu'un moyen de production, un moyen de contrôle donc de domination et de puissance.

Pourtant, Lefebvre indique un manque, une absence : « la réflexion épistémologico-philosophique n'a pas donné un axe à une science de l'espace qui se cherche depuis longtemps à travers d'innombrables publications et divers travaux. Les multiples sciences qui traitent de l'espace, qui le démembrent, le fragmentent également selon des postulats méthodologiques simplificateurs : le géographique, le sociologique, l'historique. Leurs recherches aboutissent soit à des descriptions, soit des fragmentations et des

découpages de l'espace, sans jamais atteindre le moment analytique, encore moins le théorique. Elles établissent des inventaires de ce qui existe dans l'espace, dans le meilleur des cas il s'agit d'un discours sur l'espace, mais jamais d'une connaissance de l'espace. » (10)

Rien, en tout cas, qui ne rende compte de son idée selon laquelle « l'espace social n'est pas une chose parmi les choses, un produit quelconque parmi les produits : il enveloppe les choses produites. Il résulte d'une suite et d'un ensemble d'opérations, et ne peut se réduire à un simple objet. Effet d'actions passées, il permet des actions, en suggère ou en interdit. » (11)

La « triplicité de l'espace »

Un second apport majeur de *La production de l'espace* est l'idée de la Triplicité de l'espace, c'est-à-dire la distinction à faire entre l'espace perçu, l'espace conçu et l'espace vécu. Mais, prévient lui-même H. Lefebvre, « Une telle distinction doit se manier avec beaucoup de précaution. Elle introduirait vite des dissociations, alors qu'il s'agit au contraire de restituer l'unité productive. » (12) Malgré ce risque, pour H. Lefebvre il faudrait ainsi distinguer les représentations de l'espace, liées aux rapports de production, à « l'ordre » qu'ils imposent et par là, à des connaissances, à des signes, à des codes, à des relations « frontales ». C'est donc l'espace conçu, celui des savants : des planificateurs, des urbanistes, des technocrates « découpeurs » et « agenceurs », de certains artistes proches de la scientificité, identifiant le vécu et le perçu au conçu. C'est « l'espace dominant dans une société. »

La pratique spatiale englobe production et reproduction, lieux spécifiés et ensembles spatiaux propres à chaque formation, en assurant sa continuité dans une relative cohésion. La pratique spatiale d'une société secrète son espace ; elle le pose et le suppose, dans une interaction dialectique : elle le produit lentement et sûrement en le dominant et en se l'appropriant. Par conséquent, la pratique spatiale d'une société se découvre en déchiffrant son espace. Elle associe étroitement dans l'espace perçu la réalité quotidienne (l'emploi du temps) et la réalité urbaine (les parcours et réseaux reliant les lieux du travail, de la vie « privée », des loisirs). C'est pourquoi aussi «la compétence et la performance spatiales propres à chaque membre de cette société ne peuvent s'apprécier qu'empiriquement. »

Les espaces de représentation expriment quant à eux des symbolismes complexes, liés au côté clandestin et souterrain de la vie sociale, mais aussi à l'art, qui pourrait éventuellement se définir non pas comme code de l'espace mais comme code des espaces de représentation. C'est l'espace vécu à travers les images et les symboles qui l'accompagnent, par l'intermédiaire des « habitants » des « usagers », mais aussi de certains artistes et peut-être de ceux qui décrivent et pensent seulement décrire : les écrivains, les philosophes. C'est l'espace dominé et subi, que l'imagination tente de s'approprier et de modifier. Il recouvre ainsi l'espace physique en utilisant symboliquement ses objets.

Malgré ses séductions, cette « triplicité » ne laisse pas d'interroger les géographes. On sait qu'en ce qui les concerne, ils ont plutôt pris l'orientation qui consiste à affirmer la distinction entre « espace » et « territoire ». La littérature est désormais copieuse à ce sujet.

Plus que vers une « triplicité », les géographes penchent donc pour une dualité espace/territoire, ce qui n'exclut ni la confusion entre l'un et l'autre, ni ne souligne assez la duplicité de l'espace, qui fort à la fois du « silence des usagers » et du « consensus spatial », dont il fait généralement l'objet, se pose souvent comme le seul territoire possible, envisageable. Pourtant il est aussi le cadre d'une conflictualité quasi souterraine, que Lefebvre s'efforce pourtant de révéler.

La conflictualité de l'espace

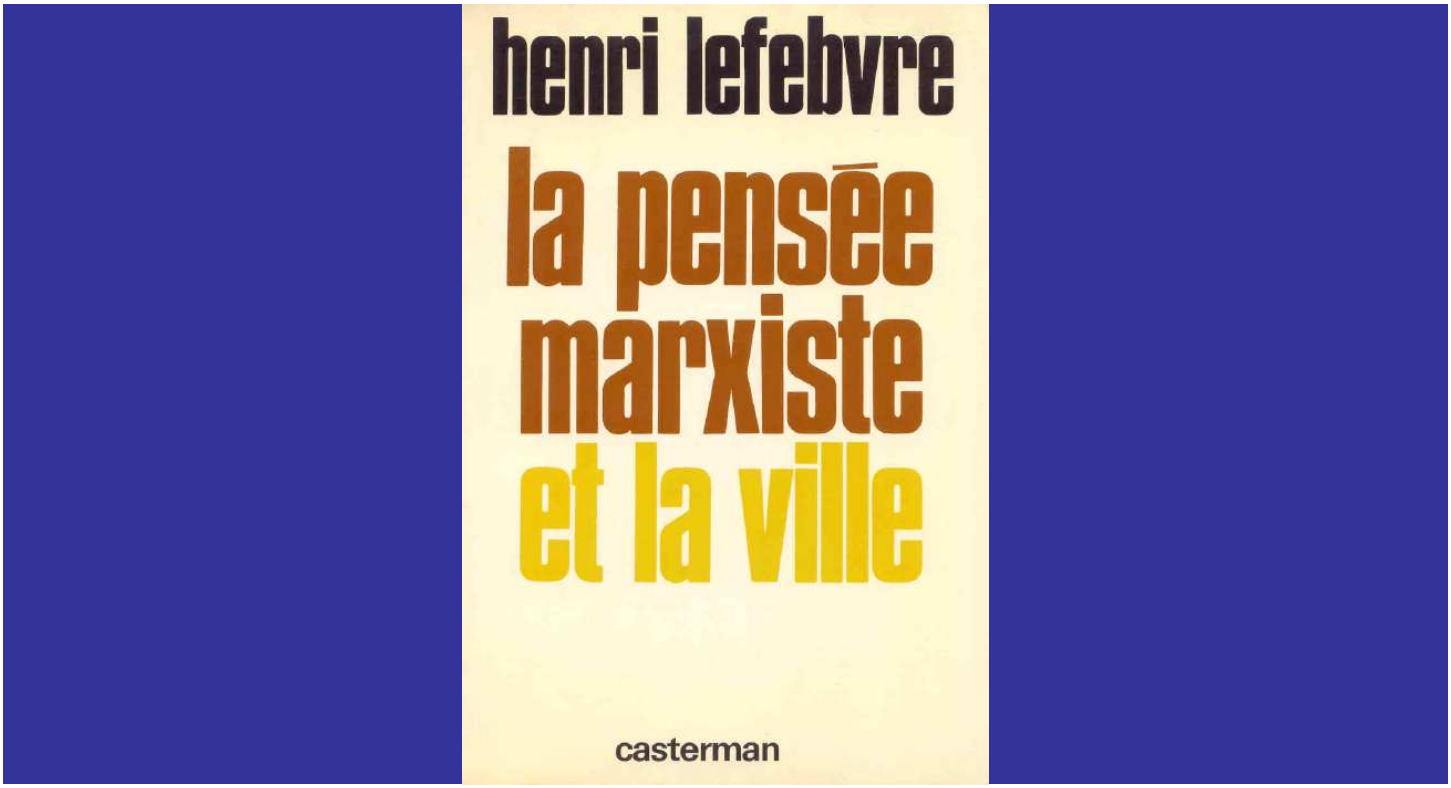
La production permanente de l'espace ne part jamais de rien, d'une table rase. Toujours, selon Lefebvre, « un nouveau mode de production, une nouvelle société, s'approprie, c'est-à-dire organise à ses fins l'espace préexistant, modelé auparavant. Les classes sociales s'y investissent différemment, selon leur place hiérarchique au sein de la société, dans ces espaces occupés. » C'est de cette manière que « l'organisation de l'espace centralisée et concentrée sert également le pouvoir politique et la production matérielle. »

Mais sans cesse « l'espace abstrait, support de la production et de la reproduction, crée en même temps les illusions d'une fausse conscience. » Il est donc chaque fois **nécessaire de « critiquer les idéologies de la spatialité, les découpages et les représentations de l'espace », d'autant plus que « toutes les idéologies ne se donnent pas comme telles, mais abusivement comme savoir. »** Pour Lefebvre, c'est seulement « dans le moment critique que cet espace et ses pratiques associées, peuvent aboutir à une connaissance plus véridique. »

Et toujours des forces travaillent dans cet espace. « Les différences jamais n'ont dit leur dernier mot. Vaincues, elles survivent. » (13) Et la violence subversive répond inéluctablement à la violence du pouvoir.

Quel est le rôle de ce qu'il faut bien continuer d'appeler cette « lutte des classes ? » Elle intervient dans la production de l'espace, dont les classes, les fractions ou les coalitions de classes sont les agents. La lutte des classes, aujourd'hui plus que jamais, se lit dans l'espace. Seule elle empêche l'espace abstrait de s'étendre à la planète en gommant littéralement les différences. Seule, elle a une capacité différentiante. » Cependant, en comparaison des luttes de classes du XIXe siècle (type bourgeoisie/prolétariat), « les formes de cette lutte sont beaucoup plus variées que par le passé » car « en font partie, assurément, les actions politiques des minorités. » (14)

Henri Lefebvre en arrive même à cette affirmation que toutes ces forces luttent, parfois férocement, pour s'affirmer et se transformer à travers une « épreuve » dans et de l'espace. Selon lui, tout ce qui provient du temps historique serait soumis à une véritable « épreuve de l'espace », qu'il définit ainsi : « Les cultures, les consciences des peuples, des groupes et même des individus n'évitent pas la perte d'identité, qui s'ajoute aux autres terreurs. Références et référentiels venus du passé se dissolvent. Les valeurs érigées ou non en « systèmes » plus ou moins cohérents s'effritent en se confrontant. Rien ni personne ne peut éviter l'épreuve de l'espace. Plus et mieux, un groupe : une classe ou fraction de classe, ne se constituent et ne se reconnaissent comme "sujets" qu'en engendrant (produisant) un espace. Les idées, représentations, valeurs, qui ne parviennent pas à s'inscrire dans l'espace en engendrant (produisant) une morphologie appropriée se dessèchent en signes, se résolvent en récits abstraits, se changent en fantasmes. L'investissement spatial, la production de l'espace, ce n'est pas un incident de parcours, mais une question de vie ou de mort. » (15)



C'est ainsi que selon Lefebvre, l'espace, sans cesser d'être le lieu des ressources, le milieu où se développent les stratégies, ne reste pas seulement le théâtre, le réceptacle, la scène indifférente, ni même le cadre des actes. Il est toujours plus actif, soit comme instrument, soit comme objectif, comme moyen et comme fin.

« Il suscite toujours la contestation et devient l'enjeu principal des luttes et des actions visant un objectif. »

D'où cette suggestion, à la fois théorique et stratégique : « Aujourd'hui, **une transformation de la société suppose la possession et la gestion collective de l'espace**, par l'intervention perpétuelle des « intéressés », avec leurs multiples intérêts : divers et même contradictoires. Donc la confrontation. » Il s'agirait dès lors, « à l'horizon, à la limite des possibles, de produire l'espace de l'espèce humaine, comme oeuvre collective (générique) de cette espèce, (de) créer (produire) l'espace planétaire comme support social, d'une vie quotidienne métamorphosée. » (16) C'est en ce sens que selon lui « changer la vie », « changer la société » cela ne veut rien dire s'il n'y a pas production d'un espace approprié.

On ne laisse pas d'être étonné que toute la richesse de la pensée spatiale d'Henri Lefebvre ait pu être aussi négligée. Que seule l'idée de production de l'espace, incluse dans le titre, ait pu frayer son chemin mais

qu'on en ait fait trop souvent une sorte de postulat en ignorant tout le riche potentiel des implications que Lefebvre en tire lui-même. Bien des explications seraient sans doute possibles : lecture superficielle et/ou mise à l'index politique ? Mais attention cependant au risque d'erreur de perspective. Si Lefebvre a fait trop longtemps l'objet d'un tel ostracisme en France, c'est loin d'être le cas dans toutes les parties du monde. Heureuse revanche posthume pour l'inventeur de la « mondialité ».

L'actualité mondialisée de la pensée lefebvrienne

Prenons les deux exemples des réflexions des géographes brésiliens et anglo-saxons.

Dans les bibliographies des ouvrages brésiliens de réflexion géographique, il est rare que *La production de l'espace* ne figure pas parmi les références fournies. Beaucoup de départements de recherche en inscrivent aussi l'étude à leur programme.

Ainsi le Laboratoire de géographie urbaine du département de géographie de l'université de São Paulo se fixant comme objectif « l'interprétation de la signification stratégique de l'espace », souligne qu'avec l'idée selon laquelle « les rapports sociaux se concrétisent en tant que relations spatiales, Lefebvre nous offre un champ de réflexion qui, au-delà de mettre en débat les rapports entre espace et société, fonde la compréhension de l'espace dans la société comme condition et produit social. Dans cette perspective, (son œuvre, NDLR) nous offre un champ ample et fécond comme base de la connaissance du monde moderne, en cette fin de siècle, lorsque la spatialité, plus que l'historicité, s'ouvre comme champ de possibilités concrètes. » « Oeuvre et produit de l'espèce humaine, l'espace sort de l'ombre comme la planète de l'éclipse » au tournant du XXIe siècle.

De la logique (formelle) à la (logique) dialectique

Selon Amélia Luisa Damiani, pour atteindre l'objectif de cette lecture de l'espace, qualifiée de « marxiste-lefebvrienne », comme point de départ épistémologique, « il est nécessaire de comprendre la relation entre logique (formelle) et (logique) dialectique pour lire, convenablement, les contradictions de l'espace. » (17)

Revenant sur les analyses de Lefebvre en 1947, elle répond ainsi à la question : « Que pointe la logique ? Si nous pouvions aller de la logique à la dialectique, le chemin engloberait un parcours qui irait de la forme presque pure, celle qui n'adhère qu'à peu de contenus et l'affirmation des multiples contenus de la vie sociale. La logique de l'État complète la logique du marché, égalisant les inégalités. La logique de la technocratie étatique tente de réduire et de filtrer les contenus historiques (...) Il y a une domination par la logique. Ou mieux, elle programme le quotidien. Lieux neutralisés, hygiéniques et fonctionnels : comme les avenues destinées à la circulation automobile. Toute la rationalité économique et politique pèse sur le quotidien en tant que vécu. » (18)

Autre obstacle identifié, qui peut expliquer en partie le retard qu'on a pu prendre à considérer les apports de Lefebvre, « l'avancée du structuralisme, à la fin des années 60, avec l'accent mis sur les structures intelligibles, et la répudiation du vécu. **L'empire du logique, des articulations et discontinuités, de la compréhension analytique s'est proposé au détriment du mouvement dialectique des contenus.** En géographie on enregistra le développement de la science spatiale, quantitative, contestant l'explication des phénomènes uniques, déchiffrant les patrons spatiaux et appuyant les activités de planification. » En France, c'est par exemple l'époque de la dite géographie « nouvelle », avant le succès limité et passager de la « chorématique ». Dans ces conditions, « on peut parler d'un degré zéro de l'espace, qui se définit par la tendance à neutraliser les contenus vécus de la vie sociale, les qualités sensibles, les contradictions et différences. » Car l'espace social, « réduit à des contenus restreints : presque forme pure, apparaît nettoyé, rationnel, approprié pour organiser un chaos de contenus et d'actions, reproduisant ainsi l'espace pur, formel, du monde de la terreur. »

Mais il reste alors néanmoins à tenir aussi pleinement compte d'une réalité et d'une différence : il y a des espaces dominés et des espaces appropriés. « Déchiffrer les contenus complexes de l'espace social exige de comprendre que des contenus plus larges ne sont pas le résultat d'un penseur et de sa bonne volonté particulière — dans une version métaphysique et idéaliste de la connaissance — mais de la reconnaissance qu'il y a des contenus opposés à la forme prédominante, et qu'ils sont réels : fruits de résidus d'actions

Vous êtes ici

http://actes.cites.free.fr
Le site de l'émission Actes & cités un mardi sur deux sur Radio libertaire (89,4). Disponible au format Real player, l'émission du 17 mai 2005 autour du livre de Jean-Louis Violeau *Les architectes et Mai 68*

http://infokiosques.lautre.net
Site « alternatif » avec des numéros du fanzine *Désurbanisme* à télécharger au format pdf

http://membres.lycos.fr/boscha/desurbanisme
Site de l'architecte Pierre Bohrer avec des articles fouillés sur Richard Buckminster Fuller et Frank Lloyd Wright

http://squat.net
Site international lancé en 1997 à l'initiative du groupe Häusermob, créé pour contrer la répression des squats berlinois. Nombreuses infos en allemand, danois, espagnol, français, italien, néerlandais et polonais

http://vid.ange.free.fr
Site du journal anarchiste *Vidange*. A lire : *Merde à Vauban*, sur les relations entre espace et politique, même si *PRF* n'en partage pas - loin s'en faut - toutes les conclusions

http://www.espaces-marx.eu.org/article.php3?id_article=212
Site des philosophes et sociologues lefebvriens éditeurs de la revue en ligne *La somme et le reste*

www.bbc.co.uk/bbcfour/audiointerviews/profilepages/speera1.shtml
Interviews audio d'Albert Speer, architecte du nazisme, au format mp3

www.familistere.com/site/index.php
Site consacré au familistère de Jean-Baptiste André Godin à Guise. La quintessence de l'association capital-travail, assimilée frauduleusement aux projets socialistes utopiques (Cabet, Fourier, Owen…)

www.rut.com
Site de Radical urban theory (textes de Mike Davis)

individuelles et collectives. » Si la pensée spatiale peut et se doit même d'être critique, c'est parce que « le réel n'est pas, étroitement, l'existant, mais également les possibilités futures, les actes insurgents. »

« Nouvelles » contradictions de l'espace

Ana Fani Alessandri Carlos part en ce qui la concerne du principe que si « comme l'affirme Lefebvre dans *La production de l'espace*, la pratique sociale s'observe empiriquement, la problématique de l'espace doit être formulée sur le plan théorique », et elle rappelle d'abord clairement que « le fil conducteur de son analyse réside dans la thèse selon laquelle, en produisant sa vie (son histoire, sa réalité), la société produit, concomitamment, l'espace géographique. » (19)

Prenant l'exemple des activités produites dans un objectif de loisir, de tourisme, de fête, elle souligne ensuite qu'elles « pointent la contradiction entre l'espace de consommation et la consommation de l'espace. Ce qui éclaire une autre contradiction : la capacité de l'espace de se reproduire toujours plus au plan mondial sans empêcher sa fragmentation en petites parcelles appropriées individuellement, selon les exigences de la reproduction, au plan local. Ou encore, la contradiction entre l'abondance relative de produits et la constitution de ce que Lefebvre appelle les nouvelles raretés, dans le cas de la production de l'espace où des lieux acquièrent une nouvelle signification, soit par le tourisme, soit par le loisir » ou la fête.

Développant cet exemple, elle en arrive aux conclusions suivantes : « Au milieu de ces espaces captés par l'extension du monde du marché, tout n'est cependant pas soumis à la logique de l'échange. Il y a des lieux où il est possible de réintroduire la différence immanente dans le processus de reproduction de l'espace. Lieux de passage, de consommation, mais aussi de rencontre. Lieux où il est possible de fuir la passivité (celle des actes déterminés par l'échange), où l'activité subversive latente dans l'usage s'impose, qui sont toujours prêtes à s'établir dans les interstices du quotidien programmé et répétitif. Dans l'espace s'établissent, s'approfondissent ou même se rénovent des liens d'amitiés, de solidarité et de voisinage ; dans l'effervescence des fêtes et des rencontres qui ponctuent la vie en métropole peuvent surgir à chaque coin de rue, à chaque moment — la grande ville est le théâtre de l'action, et ceci ne peut se réaliser que dans l'espace public — l'espace d'usage en tant qu'appropriation possible. » (20)

Des contradictions de l'espace à l'espace vécu du quotidien

Pour Cláudio Roberto Duarte, s'intéressant à la relation entre le corps et l'espace, autre thème lefebvrien dans la Production de l'espace, « l'espace social n'est pas sujet mais existe seulement objectivement en tant qu'occupé (corps, volontés), avec un contenu social. Mais il n'est pas non plus réceptacle — il a un rôle actif dans la reproduction. La logique elle-même, prétend le traiter comme vide, sans sujets : sans différences (celles du corps, celles de l'histoire, celles du milieu). Ce qui est en jeu, cependant, ce sont les termes de l'appropriation de l'espace de vie. » Il fait ainsi lien avec la théorie des nécessités que Lefebvre a dessinée depuis le premier volume de la *Critique de la vie quotidienne*. « Nécessités d'un autre espace, car il n'y a pas de société totalement autre sans une morphologie spatiale également autre. D'où il découle que l'espace a, en tant que structure d'une quotidienneté administrée, un rôle fondamental dans la reproduction totale. » (21)

Parce que « le Pouvoir est en tout espace », C.R. Duarte montre la cohérence de la conception lefebvrienne de l'espace avec les autres dimensions de son œuvre. Ceci lui semble aller tout à fait dans le sens à la fois de la « théorie des moments » et de la « théorie des rythmes » (*Éléments de rythmanalyse*) d'Henri Lefebvre. Pour conclure, citant Lefebvre, « plus il se consolide, plus le pouvoir a peur. Il occupe l'espace, mais l'espace lui glisse sous les pieds. » C'est de la sorte que «la négation créatrice crée un centre précaire et momentanée et ensuite se déplace, bouge pour un autre point. »

On le voit, bien au-delà de la seule idée de production de l'espace, les géographes brésilien(ne)s — est-ce un hasard si ce sont souvent des femmes ? — prennent à bras le corps l'ensemble des idées d'Henri Lefebvre en établissant de relations entre sa pensée spatiale et les autres parties de son œuvre, critique de la vie quotidienne, nécessités et rythmanalyse.

Les Anglo-saxons

Une « théorie sociale critique » pour un « Troisième espace »

Le géographe américain Edward Soja part également de ce constat qu' « il y a un extraordinaire appel pour une nouvelle perspective critique, pour un mode différent de voir le monde, dans lequel la géographie non seulement « ait de l'importance », mais fournisse la perspective critique plus révélatrice » (22)

Malencontreusement, il pense nécessaire de parler à ce propos de « géographies post-modernes » — concession bien inutile à l'air du temps idéologique — alors que le sous-titre de l'ouvrage, *Réaffirmation de l'espace dans la théorie sociale critique*, rend beaucoup mieux compte, lui, de son contenu et de sa relation avec la pensée spatiale d'Henri Lefebvre.

La « réaffirmation de l'espace dans la théorie sociale critique »

Dès 1989, E.Soja exprime en effet son projet comme étant celui de « la réaffirmation d'une perspective spatiale critique dans la théorie et l'analyse sociales contemporaines », à travers « un effort pour constituer une nouvelle géographie humaine critique, un matérialisme historique et géographique à la hauteur des défis politiques et théoriques contemporains » et au « moyen de la spatialisation des concepts et des modes d'analyse marxistes fondamentaux. » (23)

La visée est donc claire. « Cette géographie critique reconstituée doit être en accord avec les luttes émancipatrices de tous ceux qui sont marginalisés et opprimés par la géographie spécifique du capitalisme». Elle doit être conçue et réalisée «pour les travailleurs exploités, pour les peuples tyrannisés et pour les femmes dominées. Elle doit être spécialement en harmonie avec les processus contemporains de restructuration, afin de contribuer à un post-modernisme radical de résistance. » (24)

Dans cette perspective, Soja s'appuie, entre autres, sur les apports de Lefebvre qu'il résume et présente ainsi, faisant lui aussi le lien entre globalisation et vie quotidienne : « Lefebvre fonde sa thèse sur l'affirmation que c'est dans l'espace socialement produit (essentiellement l'espace du capitalisme tardif, même à la campagne) que se reproduisent les relations dominantes de production. Elles sont reproduites dans une spatialité concrétisée et créée, qui a été progressivement « occupée » par un capitalisme qui avance, fragmenté en morceaux, homogénéisé en marchés distincts : organisé en position de contrôle et élargi à l'échelle globale. La survie du capitalisme a dépendu de ces production et occupation distinctes d'un espace fragmenté, homogénéisé et hiérarchiquement structuré — obtenu, surtout, à travers de la consommation collective bureaucratiquement contrôlée (c'est-à-dire, contrôlée par l'État), de la différenciation entre centres et périphéries à de multiples échelles, et de la pénétration du pouvoir étatique dans la vie quotidienne. » (25)

Donnant un prolongement au projet analytique et prospectif de Lefebvre, il actualise à son tour l'idée de conflictualité spatiale : « Ainsi la lutte des classes (oui, elle continue encore à être une lutte des classes) doit viser et se concentrer sur le point vulnérable, la production de l'espace, la structure territoriale d'exploitation et de domination, la reproduction spatialement contrôlée du système comme un tout. Et elle a besoin d'inclure tous ceux qui sont exploités, dominés, « périphérisés », par l'organisation pesante du capitalisme tardif : les paysans sans terre, la petite bourgeoisie prolétarisée, les femmes, les étudiants : les minorités raciales et aussi la classe ouvrière elle-même. » (26)

Pour E. Soja, l'apport essentiel de Lefebvre dont il s'inspire directement, malgré un habillage post-moderne superflu, réside dans ce qu'il « définit une ample problématique spatiale du capitalisme et l'élève à une position centrale au sein de la lutte des classes, insérant les relations de classe dans les contradictions configuratrices de l'espace socialement organisé. Il n'affirme pas que la problématique spatiale ait toujours eu cette centralité. Il ne présente pas non plus la lutte pour l'espace comme un substitut ou une alternative à la lutte des classes. A la place de ceci, il affirme qu'aucune révolution sociale puisse réussir sans être, en même temps, une révolution consciemment spatiale... » (27)

Il faut donc alors en tirer toutes les conséquences pour la pensée spatiale critique. Au-delà de la pure spéculation théorique, elle devrait également donner des orientations pour l'action. « La démystification de la spatialité révèlera les potentialités d'une conscience spatiale révolutionnaire, les fondements matériels et théoriques d'une praxis spatiale radicale, tournée vers l'expropriation du contrôle de la production de l'espace. » (28)

Le « Troisième-Espace »

Au milieu des années 90, Edward Soja revient à nouveau sur l'apport d'Henri Lefebvre, dans son livre *Troisième espace*, dont le premier chapitre s'intitule plaisamment *Les extraordinaires voyages de Henri Lefebvre*.

Il y définit ce troisième espace qu'il appelle de ses vœux comme « une autre manière de comprendre et d'agir pour changer la spatialité de la vie humaine. » (29) En faisant les distinctions suivantes : « Si le Premier-Espace est exploré à travers la lecture des textes et contextes, et le Second-Espace à travers les discours des représentations courantes, alors l'exploration du Troisième-Espace peut être guidée additionnellement par certaines formes d'une praxis potentiellement émancipatrice, la traduction de la connaissance en action dans un effort conscient — et consciemment spatial — pour entraîner le monde sur une voie significative. » (30) Il

n'est pas évident que cette présentation ternaire recoupe exactement, ni même très fidèlement, la « triplicité » lefebvrienne de l'espace.

Il n'empêche. D'après lui, dit-il « Lefebvre fut probablement le premier à découvrir, décrire, et à explorer avec perspicacité le Troisième-Espace comme une manière radicalement différente d'observer, d'interpréter et d'agir pour changer la saisissante spatialité de la vie humaine » (31), bien que Lefebvre n'ait jamais parlé lui-même ainsi de troisième espace.

Malgré tout, rappelle-t-il plus opportunément, Lefebvre fut l'un des premiers à théoriser sur la différence et l'altérité en termes explicitement spatiaux et il a directement lié cette théorisation spatiale à sa critique méta-marxiste **des « représentations du pouvoir » et du « pouvoir des représentations**. » En insistant pour que cette différence soit contextualisée dans les pratiques sociales et politiques et soit liée à la « spatio-analyse », l'analyse, ou mieux, la connaissance de la production (sociale) de l'espace (social).

Allant au-delà de son idée du « droit à la ville », Lefebvre a ainsi avancé dans le sens d'un plus large champ pour le « droit à la différence », contre les forces montantes de l'homogénéisation, de la fragmentation et du pouvoir organisé hiérarchiquement qui caractérisent la géographie spécifique au capitalisme. Lefebvre « localise ces combats pour le droit d'être différent aux divers niveaux, commençant significativement par le corps et la sexualité et continuant avec les formes construites et architecturales de la spatialité de la construction de l'habitation et des monuments : le quartier urbain, la ville, la région culturelle, et les mouvements de libération nationale, jusqu'à des réponses plus globales au développement géographique inégal et au sous-développement. Il englobe ces luttes multi-échelles pour le droit à la différence dans les dialectiques contextualisées des centres et des périphéries, du conçu et du vécu, du matériel et de l'idéel ; et avec ces dialectiques compactées de l'inégal développement et de la différenciation, il ouvre un nouveau domaine, un espace de résistance collective, un Troisième Espace de choix politique, qui est aussi un lieu de rencontre pour tous les « sujets » périphérisés et marginalisés, où qu'ils soient localisés. Dans cet espace politiquement chargé, une forme différente de citoyenneté peut être définie et réalisée. » (32)

E. Soja estime que pour les marxistes « les implications stratégiques de la critique de Lefebvre même si pas aisées à comprendre et à accepter, sont puissantes et claires ». Elles doivent conduirent à cette constatation que la vie quotidienne est « présente et représentée comme le lieu où l'aliénation et la mystification, concrètement inscrites, se jouent. » Elle devient ainsi, « le lieu où les luttes pour démystifier la conscience humaine, éradiquer l'aliénation, et achever une véritable libération peuvent être localisées. » Lefebvre substitue la vie quotidienne au lieu de travail comme «premier lieu de l'exploitation, de domination et de lutte et de redéfinir la transformation sociale et la révolution comme des processus et buts intrinsèquement plus socioculturels (et moins économiques). » (33)

Ceux qui sont territorialement soumis au travail du pouvoir hégémonique n'auraient-ils que deux choix : « soit ils acceptent leurs différenciation et division imposées, faisant de leur mieux : ou ils se mobilisent pour résister, outrepassant le positionnement putatif, leur « altérité » assignée, pour se battre contre cette puissante imposition. Leurs choix sont intrinsèquement des réponses spatiales, des réactions individuelles et collectives au travail réglé du pouvoir dans les espaces perçu, conçu et vécu. »

Selon E. Soja, ces récentes années, beaucoup des disciplines les plus spatiales (géographie, architecture, études urbaines) et d'autres (théoriciens sociaux, historiens, anthropologues, sociologues, féministes, critiques post-colonialistes) se sont tournées vers Lefebvre et/ou vers Foucault pour chercher auprès d'eux une légitimation intellectuelle, philosophique et politique. « De telles célébrations attachantes ont joué un grand rôle dans la réaffirmation contemporaine d'une perspective spatiale critique et de l'imagination géographique à travers les sciences humaines. » (34)

Mais, pour une élaboration plus poussée du sens du « Troisième Espace », « je voudrais suggérer, dit Soja, que ces célébrations ont manqué le point central que Lefebvre et Foucault font dans leur différente bien que similaire conceptualisation de la spatialité : que l'affirmation d'une vision alternative de la spatialité défie directement tous les modes conventionnels de la pensée spatiale. Ce ne sont pas seulement des « espaces autres » à ajouter à l'imagination géographique, ils sont aussi « autres » que les manières établies de penser la spatialité. Ils sont censés détoner, déconstruire, et non pas être confortablement déposés dans de vieux contenants. »

Ce ne serait finalement là qu'un premier pas nécessaire sur la route qui conduit à la compréhension de son «Troisième espace. »

« Amour et lutte, dialectiques spatiales »

Le livre du Canadien Rob Shields, porte, avec ce titre, sur les idées et la pratique intellectuelle d'Henri Lefebvre. Selon lui, il a délibérément et surtout insisté, d'une manière probante, sur la centralité de la vie quotidienne. « Cet intérêt pour la politique du banal, et son opposition à l'idée que la politique puisse être

une activité élitiste, portée par un parti d'avant-garde, signifie que sa propre vie quotidienne, sa politique, et ses travaux et enseignements sont tous liés entre eux. » (35) Pour Rob Shields, l'étude de Lefebvre sur *La production de l'espace* illustre sa capacité à synthétiser différentes disciplines et approches : « S'appuyant sur sa position philosophique, il applique le matérialisme dialectique sur le cas amorphe de l'espace du corps et de la territorialité géographique. » Au détail près que Lefebvre ne fait cependant pas explicitement la différence entre espace et territoire, une distinction que certains géographes ont été amenés cependant à faire par la suite.

Pour autant, il n'empêche que si « Lefebvre peut avoir pensé que la « vie quotidienne » fut sa plus importante contribution à la théorie sociale marxiste. Il a pu insister sur l'importance fondamentale du matérialisme dialectique. Pourtant, sa contribution la plus influente, dans les disciplines intellectuelles, a été son investigation de la construction sociale et des conventions de l'espace. Lefebvre a compris le spatial comme une question traversant toutes les disciplines, un exemple idéal pour illustrer sa volonté de mettre un terme à la spécialisation technocratique académique et à l'organisation gouvernementale. Il a progressivement étendu son concept de la « vie quotidienne », d'abord à la vie rurale du paysannat, puis aux banlieues et, enfin, à la mise en discussion de la géographie des rapports sociaux en termes généraux. » À l'échelle du globe, Lefebvre a été l'un des premiers à argumenter, à partir de la notion de « mondialité » — bien avant celle d'altermondialisme — sur la nécessité d'une échelle « planétaire » d'analyse.

Pour Rob Shields, il y a ainsi deux phases dans les recherches de Lefebvre sur le spatial. Si la première concerne ce qu'il appelle « l'urbain », la seconde porte sur l'espace social et ce qu'il appelle le « planétaire », ou le global. Il n'y a pourtant pas à opposer les deux. « Les routines du quotidien, les conventions du débat et de l'interaction, tout prend place à l'une ou l'autre des échelles et dans l'espace, faisant de ses caractéristiques spatiales une question cruciale pour la pensée utopique et pour tout projet de changer la société. Tous ces arrangements banaux fondent les inégalités des cultures locales, depuis les routines répétitives de la vie quotidienne jusqu'aux monuments et icônes culturels de l'Etat. » Ce qui est dès lors exigé, n'est pas une analyse morcelée (par exemple, séparant la géographie de la politique ou de la sociologie, comme les disciplines académiques l'ont fait), mais une étude qui comprenne cette « dialectique spatiale » des identités, activités et images associées à chaque lieu donné. « Ce travail fait de Lefebvre un théoricien crucial des impasses du post-modernisme et de la mondialisation. » (36)

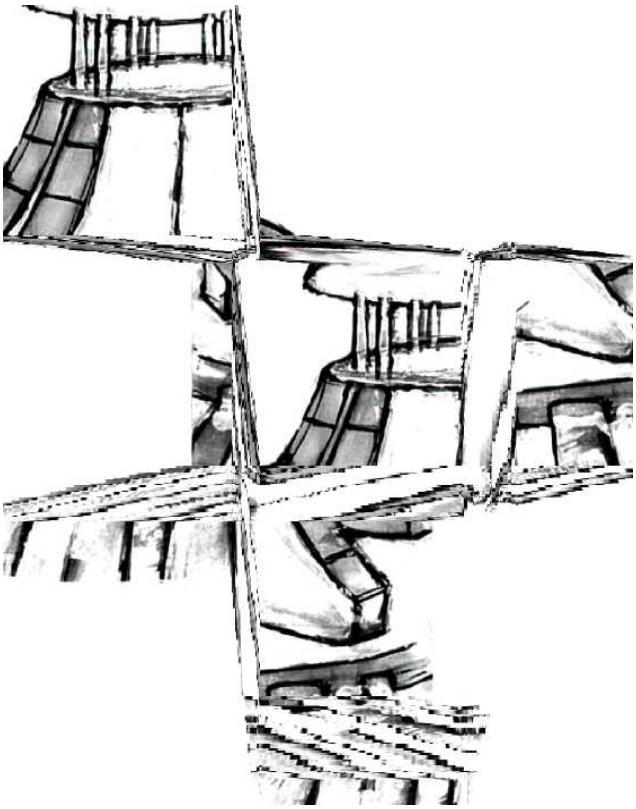
Bien que divergeant donc d'Edward Soja sur le sens à donner à la post-modernité, Rob Shields admet à son tour après lui que « la spatialisation de la dialectique déplace la géographie au centre de la théorie critique et lie historicité et spatialité. » Et, plus fondamentalement, la dialectique spatialisée et ouverte qui est révélée dans l'œuvre de Lefebvre ouvre la possibilité de trouver un dénominateur commun à des mouvements progressistes pourtant très disparates : « Ses idées ont électrifié non seulement une génération mais un siècle de la Gauche, et elles ont trouvé leurs marques non seulement en France — ni même en Europe mais également dans des communautés lointaines, quartiers populaires, des combats et des débats : plus particulièrement dans les Amériques » (37)

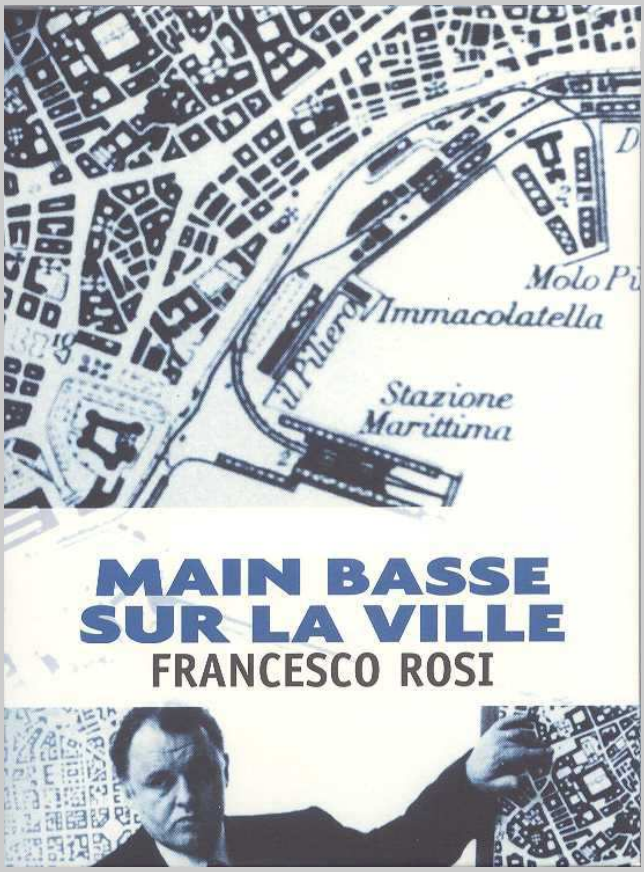
Le défi de l'humanisme lefebvrien réside ainsi de manière cruciale « à l'interface entre les mouvements populaires et les machinations du capital global et les systèmes internationaux de la souveraineté économique [...] dans les campagnes contre l'exploitation environnementale, l'inutile massacre des espèces, dans les luttes des paysans du Guatemala et du Mexique contre le renforcement des propriétaires de terre et le capital sous la ZLEA. » Tout ceci, ce que Lefebvre appelait « l'impossible/possible », porte contradiction à la trop complaisante défense d'un inéluctable *statu quo* socio-spatial. Comme le conclut R. Shields : « la contribution de Lefebvre est de renforcer notre foi dans nos propres expériences intuitives et collectives et dans notre connaissance du bien et de l'éthique. » (38)

Notes

(1) LEFEBVRE H. *Logique formelle et logique dialectique*. Paris : Editions sociales, 1947, 291 p.
(2) *Ibid.*
(3) *Ibid.*
(4) *Ibid.*
(5) LEFEBVRE H. *Le retour de la dialectique : 12 mots clefs pour le monde moderne*. Paris : Messidor-Editions sociales, 1986, 178 p.
(6) *Ibid.*
(7) *Ibid.*
(8) *Ibid.*
(9) LEFEBVRE H. *La production de l'espace*. Paris : Anthropos, 1974, 485 p.
(10) *Ibid.*

(11) *Ibid.*
(12) *Ibid.*
(13) *Ibid.*
(14) *Ibid.*
(15) *Ibid.*
(16) *Ibid.*
(17) DAMIANI A. L. As contradições do espaço : da lógica (formal) a (lógica) dialética, a propósito do espaço. In Damiani Amélia Luisa, Carlos Ana Fani Alessandrini, Seabra Odette Carvalho de Lima. *O espaço no fim de século - a nova raridade*. São Paulo : Contexto, 1999, p 48-61.
(18) *Ibid.*
(19) CARLOS A. F. « Novas » contradições do espaço. In Damiani Amélia Luisa, Carlos Ana Fani Alessandrini, Seabra Odette Carvalho de Lima. *O espaço no fim de século - a nova raridade*. São Paulo : Contexto, 1999, p. 62-74.
(20) CARLOS A. F. « Novas » contradições do espaço. In Damiani Amélia Luisa, Carlos Ana Fani Alessandrini, Seabra Odette Carvalho de Lima. *O espaço no fim de século - a nova raridade*. São Paulo : Contexto, 1999, p. 62-74.
(21) DUARTE C. R. Das contradições do espaço ao espaço vivido em Henri Lefebvre. In Damiani Amélia Luisa, Carlos Ana Fani Alessandrini, Seabra Odette Carvalho de Lima. *O espaço no fim de século - a nova raridade*. São Paulo : Contexto, 1999.
(22) SOJA E. W. *Postmodern Geographies* : *The Reassertion of Space in Critical Social Theory*. New York : Verso Books, 1989. 300 p.
(23) *Ibid.*
(24) *Ibid.*
(25) *Ibid.*
(26) *Ibid.*
(27) *Ibid.*
(28) *Ibid.*
(29) SOJA E. W. *Thirdspace* : *Journeys to Los Angeles and Other Real-And-Imagined Places*. Malden, Oxford : Blackwell Publishers, 1996. 352 p.
(30) *Ibid.*
(31) *Ibid.*
(32) *Ibid.*
(33) *Ibid.*
(34) *Ibid.*
(35) SHIELDS R. Lefebvre, Love and Struggle : Spatial Dialectics. New York : Routledge, 1999. 225 p.
(36) *Ibid.*
(37) *Ibid.*
(38) *Ibid.*





Réalisé en 1963, ce chef d'œuvre du cinéma italien récemment sorti en DVD, met en lumière la collusion entre affairisme et politique à travers un promoteur immobilier conseiller municipal « de droite » qui projette une extension de la ville de Naples (Neapolis ou « cité nouvelle » en grec).

Nottola veut bâtir des immeubles sur des terrains agricoles acquis à bas prix, laissant à l'Etat le soin d'équiper le site en éclairage et réseaux d'assainissement.

Pour lui : les recettes ; pour la collectivité : les dépenses.

Au cous des travaux en centre ville, un immeuble vétuste s'effondre, tuant deux personnes. Pressés de spéculer, élus de droite et de la démocratie chrétienne se saisissent de cette occasion pour ordonner l'expulsion des habitants des quartiers populaires, en prétextant l'insalubrité et les immeubles menaçant ruines…

Le discours est servi par des images riches de symboles, tels ce bidonville à l'ombre d'un orgueilleux gratte-ciel ou le panoramique de fin avec ses immeubles d'habitation à flan de montagne construits sur pilotis…du vide.

Seul bémol : le beau rôle accordé au conseiller municipal « communiste ».

Au-delà d'Orwell

MEGALOMANIE & FASTES ARCHITECTURAUX D'UN UBU D'ASIE CENTRALE

Anne FENOT et Cécile GINTRAC ont passé trois mois dans la capitale turkmène. Elles viennent de publier chez L'Harmattan *Achgabat, une capitale ostentatoire. Urbanisme et autocratie au Turkménistan.* Entretien sur la ville-laboratoire d'un ancien apparatchik du Parti « communiste » jadis inféodé à Moscou, se voulant Grand urbaniste et aujourd'hui promoteur d'un périlleux syncrétisme entre culte de la personnalité, hygiène publique et islam new look au profit duquel il modèle l'espace.

Ancien président du soviet suprême de la République socialiste soviétique du Turkménistan, Saparmurat Niazov prend les rênes du pays dès son accession à l'indépendance en 1991. Fondateur du Parti démocratique turkmène, il se voit décerner par le parlement la palme de l'Ordre du héros du peuple l'année suivante. Promu au rang de Beyik Türkmenbashy ou Père suprême de tous les Turkmènes, élu président à vie avec 99,5 % des voix par l'Assemblée du peuple en 1999, il publie en 2001 la *Mukhedes Ruhnama* ou *Livre saint de l'esprit* que chacun doit vénérer au même titre que le *Coran.*

Quand êtes-vous allées au Turkménistan ?

En 2003, de janvier à avril, un mois après le faux attentat qui a visé le président, soit en pleine période de purge.

Quel attentat ?

En novembre 2002. On est arrivées le 20 janvier, un mois ou deux après. Tout le monde avait été soit arrêté, soit jeté en prison, recherché, dénoncé, etc. Ce faux attentat à permis à Niazov d'écarter ses proches, notamment Boris Cheikh Muradov.

C'est un épisode qui rappelle les procès de Moscou ou la mort de Lin Piao en Mongolie quand son avion s'est écrasé en septembre 1971

Muradov a fait acte de contrition à la télévision turkmène, s'accusant d'avoir fomenté l'attentat. Il était complètement tuméfié. On est sans nouvelle depuis…Il a été condamné à la réclusion à perpétuité, vingt-cinq ans de détention. Il paraît qu'il est vivant…

Comment avez-vous obtenu des visas ?

Nous sommes allées à l'ambassade à Paris, qui est ouverte deux après-midis par semaine. On ne leur a pas dit que nous allions là-bas dans le cadre d'une recherche universitaire. Très peu d'étrangers s'y rendent…en dehors des ingénieurs et techniciens de Bouygues. Nous avons bénéficié d'un visa en tant que stagiaires, pas par Bouygues, mais quelqu'un nous a aidées.

Qu'en est-il du parcours de Niazov ?

Il a été maire d'Achgabat de 1980 à 1985, secrétaire du PC turkmène, puis élu président au moment de l'indépendance, le 27 octobre 1991. C'est surtout à partir de 1999 que les choses se sont accélérées puisqu'il a été élu président à vie par le Parlement. Le terme de Turkmenbachy est apparu vers la fin des années quatre-vingt dix. La situation s'est aggravée depuis cinq ans, depuis qu'il a les cheveux noirs…

C'est-à-dire ?

Ils étaient blancs et sont devenus noirs comme par enchantement. La population est censée croire qu'il s'agit d'un miracle dû à la volonté d'Allah, une sorte de couronnement, un rajeunissement. Du jour au lendemain, les gens se sont mis à colorier les portraits de Niazov qui fleurissent partout : paquets de thé, bouteilles de vodka, etc. En fait, tous les bâtiments publics sont ornés de son portait. Son image est aussi présente dans les magasins…

Comment se manifeste cette influence dans les écoles ?

Les écoliers sont soumis à la connaissance du turkmène et de la *Ruhnama,* son livre qui mythifie l'histoire des Turkmènes. Sa vie, son œuvre. Il faut savoir qu'il se présente comme descendant direct de Mahomet.

A l'instar de ses grands travaux, que vous qualifiez de pot-pourri architectural, l'idéologie qu'il promeut apparaît composite

Oui, tout à fait. Les Turkmènes sont censés être à l'origine de toutes les grandes civilisations du monde. Le centre du monde, c'est le Turkménistan.

C'est de l'égo-géo-centrisme…

C'est ça. Quand nous étions sur place, la rumeur circulait que Napoléon était Turkmène ! Quand les gens apprenaient que nous étions Françaises, ils nous le rappelaient. A l'ambassade, il y avait une femme qui téléphonait sans cesse pour que les Français le sachent. C'est du délire, mais bon les étudiants ne sont pas dupes. Seul un certain type de population croit en cette fable.

Quelles sont les conditions de vie de la population, dans la mesure où le pays est complètement « aplati » derrière l'image de Niazov ?

Il ne se passe rien au niveau politique. Il y a des opposants qui sont dispatchés à travers l'Europe, mais ils ne sont pas soutenus, le Turkménistan étant officiellement un pays neutre, comme la Suisse. Ce n'est pas comme l'opposition kirghize qui est soutenue par les Etats-Unis. D'un point de vue géostratégique, le pays offre un accès direct à l'Afghanistan et à l'Iran. Par ailleurs, il s'agit du quatrième pays gazier. L'exportation de gaz combinée au trafic de drogue fait rentrer pas mal de devises…

Changeons d'échelle pour revenir à Achgabat à travers l'héritage urbanistique russe

Les mikrorajons datent de l'époque soviétique. Il s'agit d'un type d'habitat collectif qui rappelle un peu les théories de Le Corbusier, c'est-à-dire une organisation de l'espace autour d'un quartier avec des écoles, des crèches, des magasins, des parcs, etc., en fonction du nombre d'habitants. Des colonies en quelque sorte…des micro-villes, des unités urbaine autonomes.

Très soviétiques au sens littéral…

Oui. C'est propre à ce type de système…

En regardant les plans de situation reproduits dans votre livre, on observe que la place Karl Marxa été rebaptisée Place de la neutralité, et qu'y a été érigé un gigantesque tripode, sorte d' Atomium local surmonté d'une statue de Niazov qui suit la course du soleil grâce à un mécanisme de rotation. Pourtant, il semble que certaines rues portent encore le nom qu'elles avaient du temps du PC local

Elles en ont changé depuis… Elles portent ceux de poètes ou des rares Turkmènes un peu connus, de l'indépendance, de la neutralité, le nom de sa mère, etc.

Au niveau de la statutaire locale, vous écrivez page 102 : « (…) l'originalité de ce culte urbain, par rapport à son antécédent stalinien, réside dans son extension à la famille de Turkmenbachy. » Je crois plutôt que la différence réside d'une part dans le fait que les statues de la période soviétique étaient des outils de propagande magnifiant le peuple en lutte et d'autre part qu'elles étaient tournées vers

l'international, le régime se vivant comme une avant-garde quant au devenir de humanité. J'ai l'impression au contraire que Tukmenbachy s'adresse exclusivement à ses sujets

Il n'a aucun projet politique, si ce n'est concentrer le pouvoir. En même temps, il maintient le peuple dans l'ignorance, dans un régime autarcique : Internet ne fonctionne pas, le téléphone non plus, *idem* pour le courrier. Paradoxalement, il fait croire que son aura rayonne partout. A ce titre, la *Ruhnama* a été traduite dans plusieurs langues et même placée en orbite autour de la Terre. Parallèlement, beaucoup de conférences sont données à Achgabat. Kofi Annan, secrétaire général de l'ONU est venu…et il est parti au bout de quatre heures… Turkmenbachy s'appuie sur l'exemple de Bouygues pour dire : « Ils viennent car nous sommes en avance ». Atatürk lui sert de modèle.

Qu'en pensent les étudiants en urbanisme, si toutefois il existe des écoles pour enseigner cette discipline parce qu'il s'agit d'une architecture monumentale, de remplissage, qui semble n'avoir pour seule fonction que d'occuper l'espace, l'écraser ?

Nous avions un ami étudiant à l'école d'architecture qui possédait une bonne culture sur le sujet, mais parce que son père avait été lui-même architecte pendant la période soviétique. Au début, les élèves n'apprenaient que des choses qu'on peut qualifier de classiques, mais aujourd'hui les cours ont été remplacés par l'étude exclusive de la *Ruhnama*…que tout le monde apprend par cœur. On y trouve des conneries telles que : la femme est comme une rose, elle s'épanouit à la maison. Inutile d'aborder les débats récents, le postmodernisme, etc. Le savoir à ce niveau était détenu par les Russes et Turkmenbachy ne veut plus en entendre parler. Il est donc contraint de nommer des Turkmènes sans compétence à des postes clefs qui ont pour seule fonction de contrôler les chantiers en l'accompagnant sur place. La plupart du temps, tout est livré clef en main par Bouygues ou des entreprises turques, de la conception à la construction. C'est typiquement bureaucratique, il n'y a pas de savoir-faire. On remarque aussi la présence de nombreuses fontaines en or, alors que le pays est exsangue à ce niveau, mais il s'agit d'une métaphore de l'abondance fantasmée par le pouvoir.

Achgabat est donc une ville de mise en scène, un décor de théâtre

Oui. C'est le contraire de l'urbanité, dans le sens ou il n'y a pas de vie sociale urbaine, pas de lieux de sociabilité, ou plutôt si, mais très encadrés, par exemple à l'occasion des fêtes, qui sont célébrées plusieurs fois par mois : fête du melon, du chien… A cette occasion, le pouvoir organise des jeux. Autre exemple : certains jours le stade olympique est rempli par les étudiants…

Du pain et des jeux, c'est ce que le peuple de Rome demandait selon Juvenal

Du pain, non. Des jeux, non plus, mais des scènes de théâtre. Niazov se déplace en Mercedes, va embrasser un chien… Le chien fait partie des symboles nationaux, au même titre que le melon ou le tapis. A la date anniversaire de sa naissance, on lui remet une rose…comme en Corée du Nord, avec des petites filles nattées qui chantent, etc. Chaque jour, il rencontre des étudiants ou des écoliers qui lui récitent la *Ruhnama* et lui remettent un bout de pain ou un melon. C'est une caricature. Nous avons eu l'occasion de le voir à la télévision avec des enfants qui clament ses louanges…

Vous parliez de l'absence d'espace de sociabilité urbaine. On constate sur les photographies de la partie méridionale du centre-ville de grandes avenues avec ministères et palais présidentiels sans âme qui vive. On dirait un urbanisme d'aéroport, une invitation à transiter sans s'arrêter sur le mode paradoxal du « circulez, y a rien à voir »

Oui, il est interdit de s'y arrêter. Ce sont des lieux de passage. Quant aux parcs, ils datent de l'époque soviétique : parc n° 1, parc n° 2, etc. : les gens y vont, mais en aucun cas au parc de l'indépendance. Il faut dire que les températures sont élevées, 50° en été, et qu'il n'y a pas d'ombre. A titre de comparaison, je suis allée il y a un an à Bichkek au Kirghizstan et l'urbanisme est adapté à ces contraintes : il y a des bancs, etc. Là : rien.

En même temps, il est logique qu'un régime paranoïaque construit sur du sable veuille pouvoir surveiller en permanence les habitants, en évitant les lieux d'échanges

Oui et non, car les Achgabatis restent chez eux. Ceci dit, on leur offre des appartements, même si offrir n'est pas le mot adéquat, car en fait leurs maisons sont détruites et on les place dans des tours.

Peut-on parler d'opérations de rénovation urbaine ?

Destruction plutôt. Les gens n'ont pas le choix. Face aux bulldozers et à la police, ils sont déplacés. On trouve beaucoup d'immeubles flambants neufs à Achgabat, soit disant équipés de la climatisation, etc., mais c'est un leurre. Seules les façades répondent aux normes.

C'est en tous points un régime de façade

Oui. Une anecdote – qui n'en est pas vraiment une - à ce sujet : la première chose qu'a réalisée Niazov, c'est d'habiller les anciens bâtiments russes avec une plaque de marbre…Ils les a déguisés, travestissant la réalité.

_____

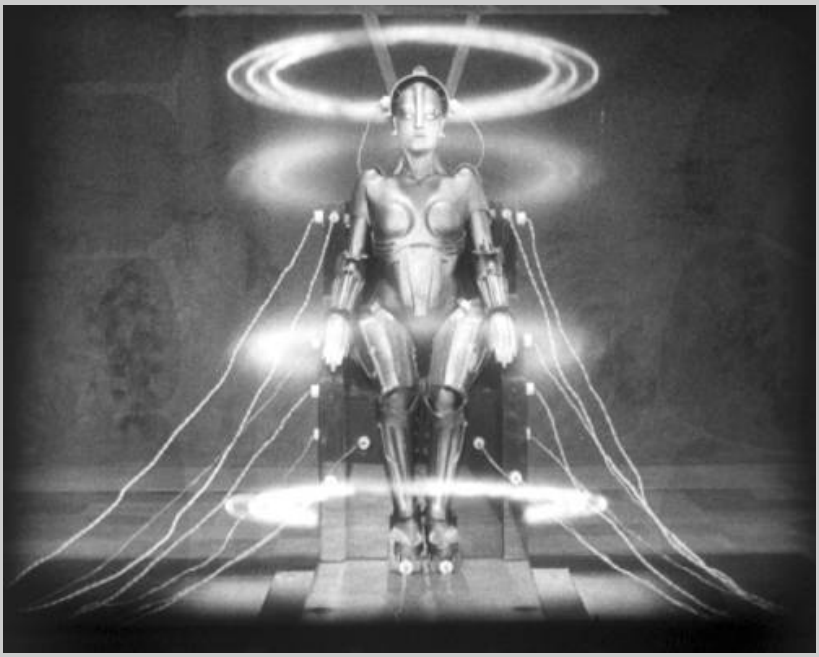
On visionnera l'interview de Niazov que Bouygues-TF1 a organisée en 1996 à l'adresse suivante au format Windows Media Player :

http://archquo.nouvelobs.com/cgi/articles?ad=medias/20060301.OBS8882.html&host=http://permanent.nouvelobs.com/

Pieter Bruegel

La Tour de Babel

- 1556 -



http://urbapol.free.fr

Nous recherchons des contributions sur les thèmes suivants :
alignement et contrôle de l'espace, droits des sols et foncier, etc.
Des critiques de livres anciens tels que *La villa, architecture de domination* de Reinhard Bentmann et Michael Müller sont également les bienvenues.

Les textes (au format Word) ne doivent pas comprendre plus de 20 000 signes. Les références bibliographiques seront conformes aux normes AFNOR Z 44-005 et ISO/DIS 690-2-1995.

ISSN en cours
Dépôt légal à parution
Imprimerie spéciale (version papier)

Sauf autorisation, la reproduction est interdite (loi n°57-298 du 1 1 mars 1957)